



**VISION  
À LONG  
TERME  
POUR  
LES  
ZONES  
RURALES**

## Réseau européen de développement rural

Le réseau européen de développement rural (REDR) est la plateforme qui relie les parties prenantes du développement rural dans toute l'Union européenne (UE). Le REDR contribue à la mise en œuvre efficace des programmes de développement rural (PDR) des États membres par l'enrichissement et la mise en commun des connaissances, ainsi qu'en facilitant les échanges d'informations et la coopération à travers l'Europe rurale.

Chaque État membre a établi un réseau rural national (RRN) qui regroupe les organisations et administrations concernées par le développement rural. Au niveau de l'UE, le REDR soutient la mise en réseau des RRN, des administrations nationales et des organisations européennes.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le site web du REDR ([https://enrd.ec.europa.eu/home-page\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/home-page_fr)).

Manuscrit achevé en juillet 2021

1<sup>re</sup> édition

Les avis exprimés n'engagent que l'auteur (les auteurs) et ne sauraient être considérés comme constituant une prise de position officielle de la Commission européenne.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2021

© Union européenne, 2021

Réutilisation autorisée, moyennant mention de la source. La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est régie par la décision 2011/833/UE (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39). Toute utilisation ou reproduction de photos ou de tout autre matériel dont l'Union européenne ne possède pas les droits d'auteur requière l'autorisation préalable des titulaires des droits en question.

Print ISSN 1831-5283 KF-AJ-21-002-FR-C

PDF ISSN 1831-5348 KF-AJ-21-002-FR-N

**Responsable d'édition:** Neda Skakelja, chef d'unité, direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne

**Rédactrice:** Elena Di Federico, responsable des publications, point de contact du REDR

### Remerciements

**Principaux contributeurs:** John Grieve, Paul Soto, Marianne Geater

**Mise en page:** Benoit Goossens (Tipik)

Photo de couverture © Rachel Grieve



© Freepik

Avant-propos de Mario Milouchev, Commission européenne.....	2
Introduction.....	4
1. Une vision à long terme pour les zones rurales.....	6
2. Vers des zones rurales numériques.....	11
3. Un pacte vert pour l'avenir des zones rurales européennes.....	16
4. Vers des zones rurales résilientes.....	22
5. Vers des zones rurales équitables et inclusives.....	28
6. Réflexions finales.....	34

# Avant-propos

de Mario Milouchev, directeur de la direction «Développement rural I et aide de préadhésion»,  
direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne



J e suis très heureux de vous présenter ce nouveau numéro de la *Revue rurale du REDR* consacré à la vision à long terme pour les zones rurales. Sa publication intervient à un moment intéressant pour les zones rurales d'Europe. Au moment où j'écris ces lignes, la Commission est sur le point d'adopter une communication sur une vision à long terme pour les zones rurales de l'UE, tandis que l'accord politique tant attendu sur la future politique agricole commune (PAC), qui est un instrument majeur pour façonner l'avenir des zones rurales, vient d'être conclu. Cette revue propose un mélange intéressant d'articles et de points de vue. Les opinions exprimées par les auteurs de chaque article apportent une contribution précieuse au débat sur l'avenir de nos zones rurales que nous avons mené au cours de l'année dernière.

Lors de l'élaboration de cette vision, nous avons fait tout notre possible pour dialoguer avec des personnes issues de nombreuses régions d'Europe, pour les écouter et pour concrétiser l'engagement pris par la vice-présidente Šuica, à savoir qu'il s'agira de «notre vision commune, élaborée non pas POUR les zones rurales, mais plutôt AVEC les zones rurales». L'élaboration de cette vision a nécessité la mise en place d'un important programme d'activités, dont une grande consultation en ligne, neuf mois de travail d'un groupe thématique du REDR, un exercice de prospective dans le but de déterminer les scénarios possibles pour les zones rurales en 2040, les contributions et l'analyse de nombreux projets de recherche et études de l'UE, 170 ateliers participatifs ayant mobilisé plus de 3 000 citoyens locaux et les échanges créatifs qui ont eu lieu entre des centaines de participants au cours de la Semaine de la vision rurale du REDR.

Ces activités ont été marquées par la nécessité de «changer le discours» sur l'Europe rurale, ainsi que de reconnaître et de trouver des solutions flexibles qui répondent à l'incroyable diversité de nos zones rurales. J'ai également entendu des messages communs très importants sur les principales difficultés auxquelles se heurtent bon nombre de nos zones rurales, qu'il s'agisse du dépeuplement, de l'accès à l'emploi, aux services et à la mobilité, du manque de connectivité et de compétences en matière de technologies de l'information, etc., mais aussi sur les avantages que les zones rurales peuvent offrir et qu'elles offrent dans des secteurs en pleine croissance, qu'ils soient liés à la bioéconomie, au tourisme rural ou à une alimentation de qualité, pour n'en citer que quelques-uns. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la valeur unique du monde rural pour le bien-être de l'ensemble de la société et le fait que sa contribution distinctive est susceptible de devenir plus importante à mesure que nous nous attaquons à la crise climatique et aux transitions verte et numérique.



Un autre message fort qui s'est dégagé, et auquel je souscris pleinement, est que les personnes devraient être au cœur de la vision rurale, à la fois par la reconnaissance de leur rôle en tant que principaux acteurs du changement et par la recherche d'une amélioration de leur bien-être. Des appels ont été lancés en faveur de politiques et d'actions concrètes permettant aux communautés rurales de devenir plus fortes, de saisir les nouvelles possibilités offertes et de surmonter les obstacles auxquels beaucoup d'entre elles se heurtent encore, en particulier dans les régions les plus reculées. Le plan d'action rural de l'UE qui accompagnera la communication sur la vision rurale constituera une contribution importante à l'échelon de l'UE pour remédier à cette situation.

Il est clair que pour traiter l'ensemble des questions relatives à nos zones rurales, la vision doit aller au-delà de l'agriculture, de la démographie ou de toute politique individuelle. De nombreux contributeurs ont souligné la nécessité d'une gouvernance, d'une conception et d'une mise en œuvre plus globales des politiques rurales. Il s'agit clairement d'un processus complexe et à long terme. Cependant, nous pouvons faire beaucoup pour tirer le meilleur parti des instruments et des outils dont nous disposons déjà. À l'échelle de l'UE, lors de l'élaboration de la vision, nous avons déjà pris des mesures pour réunir un large éventail de services de la Commission responsables des politiques qui touchent les zones rurales. Nous devrions également mettre davantage l'accent, à l'avenir, sur le «test rural» des principales initiatives de l'UE, afin de nous assurer que leurs répercussions potentielles sur les zones rurales sont soigneusement prises en considération. Nous sommes également

conscients que le succès de la vision à long terme ne repose pas seulement sur les politiques européennes. La mise en œuvre se fera aux échelons national, régional et local. Tous les niveaux de gouvernance et toutes les parties prenantes doivent s'engager dans cette vision. Je pense que nous avons besoin d'un nouveau pacte rural pour rassembler toutes les parties prenantes et les politiques concernées dans cette entreprise.

Je vous invite toutes et tous à lire la communication de la Commission ainsi que l'ensemble de documents qui l'accompagnent <sup>(1)</sup>. J'espère que vous y reconnaîtrez certaines de vos principales préoccupations et aspirations. La communication n'est qu'une étape sur la voie de l'avenir que nous souhaitons pour les zones rurales d'Europe à l'horizon 2040, à savoir des zones rurales plus fortes, connectées, résilientes et prospères, et que nous ne pouvons créer qu'en travaillant ensemble. Cette communication repose sur un certain nombre de jalons, parmi lesquels la précédente communication de 1988 consacrée aux zones rurales, les deux déclarations de Cork de 1996 et de 2016, l'Agenda 2000 et les décennies de mise en œuvre du pilier «développement rural» de la PAC qui ont suivi. Compte tenu de l'évolution du contexte politique, économique, social et démographique, il s'agit en quelque sorte du nouveau départ d'un processus pour les vingt prochaines années.

Je vous encourage à prendre part au débat et aux réflexions que lancera, comme nous l'espérons, la communication sur la vision rurale, et je suis sûr que le REDR et le futur réseau PAC de l'UE continueront à être au cœur de ces échanges importants.

<sup>(1)</sup> En plus de la communication de la Commission, un plan d'action rural de l'UE, un document de travail des services de la Commission analysant la situation dans les zones rurales de l'UE et un rapport de synthèse sur les résultats des activités de consultation publique autour de la vision seront publiés sur le site web de la Commission, à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/new-push-european-democracy/long-term-vision-rural-areas\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/new-push-european-democracy/long-term-vision-rural-areas_fr)



## Introduction

La Commission européenne élabore actuellement une vision à long terme pour les zones rurales de l'UE afin de leur permettre d'exploiter au mieux leur potentiel et de les aider à faire face aux problèmes qui leur sont propres, de l'évolution démographique à la connectivité, en passant par le risque de pauvreté et l'accès limité aux services. Ce travail se fait en étroite consultation avec les autorités locales et régionales et les populations rurales.

Cette édition de la *Revue rurale de l'UE* s'appuie sur les résultats des travaux du REDR sur la vision à long terme. La publication porte sur l'avenir numérique, environnemental et social des zones rurales, ainsi que sur leur résilience.

« Ces régions forment le tissu de notre société et sont le cœur battant de notre économie. La diversité de nos paysages, de notre culture et de notre patrimoine est l'une des principales caractéristiques de l'Europe, et l'une des plus remarquables. Les régions rurales constituent une part essentielle de notre identité et de notre potentiel économique. Nous protégerons nos régions rurales, nous les préserverons et nous investirons dans leur avenir. » <sup>(1)</sup> C'est par ces mots inspirants que la présidente de la Commission européenne, M<sup>me</sup> Ursula von der Leyen, a lancé l'initiative «Vision à long terme pour les zones rurales» en juillet 2019.

Le processus d'élaboration de la vision a comporté des activités de consultation publique à grande échelle, un exercice de prospective mené par le Centre commun de recherche (JRC) de la Commission européenne et réalisé dans le cadre du groupe thématique (GT) du REDR sur la vision rurale à long terme, des activités de mobilisation

des parties prenantes organisées avec l'aide des ressources mises à la disposition des réseaux ruraux nationaux et d'autres parties prenantes rurales par la Commission pour organiser des ateliers sur cette thématique, ainsi que des projets d'étude et des travaux d'analyse au niveau de l'UE et des États membres. Toutes ces contributions figureront dans une communication de la Commission européenne qui devrait être publiée à la fin du mois de juin 2021. Le REDR a joué un rôle important dans ce processus <sup>(2)</sup>.

Entre septembre 2020 et mai 2021, le GT du REDR sur la vision rurale à long terme a rassemblé un échantillon représentatif restreint, mais dévoué, de parties prenantes informées et mobilisées de différentes régions d'Europe. Faisant office de plateforme d'échange et de discussion, le GT a contribué à l'exercice de prospective du JRC, a amélioré la communication de la vision et a encouragé la participation soutenue des parties prenantes au dialogue sur l'initiative.

<sup>(1)</sup> Ursula von der Leyen, Une Union plus ambitieuse — Mon programme pour l'Europe, 2019 ([https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/political-guidelines-next-commission\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/political-guidelines-next-commission_fr.pdf)).

<sup>(2)</sup> De plus amples informations sur le processus et des ressources connexes figurent sur le portail «Vision rurale à long terme» du REDR ([https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/long-term-rural-vision/long-term-rural-vision-portal\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/enrd-thematic-work/long-term-rural-vision/long-term-rural-vision-portal_fr)).



La «Semaine de la vision rurale: imaginer l'avenir des zones rurales européennes» du REDR a constitué une étape importante du processus de publication de la communication de la Commission sur la vision (du 22 au 26 mars 2021) <sup>(3)</sup>. Cet événement en ligne comprenait des présentations et des discussions de haut niveau, des ateliers et des activités en marge, ainsi qu'un marché virtuel. Il a également permis de présenter les résultats de la consultation publique lancée par la Commission européenne à l'automne 2020, ainsi que l'exercice de prospective <sup>(4)</sup>.

La Semaine de la vision rurale a également vu la tenue de la cérémonie de remise des «Rural Inspiration Awards 2021» du REDR. L'édition de cette année avait pour thème «Notre avenir rural». Les projets des finalistes encourageaient tous des actions qui sont déjà alignées sur l'objectif de la vision, en soutenant un avenir où les zones rurales sont résilientes, numériques, durables et ouvertes à tous <sup>(5)</sup>.

Cette édition de la *Revue rurale de l'UE* comprend des articles rédigés par des experts, issus de différents domaines et pays, qui proposent des visions distinctes pour l'avenir des zones rurales d'Europe, en s'appuyant sur les résultats du GT sur la vision rurale à long terme du REDR et de la Semaine de la vision rurale. Ces articles se penchent sur les cinq principaux aspects d'une vision future des zones rurales qui ont fait l'objet d'ateliers interactifs organisés pendant la Semaine de la vision rurale. Tout comme les ateliers, les articles présentent une «vision» pour les zones rurales à l'horizon 2040 et les mesures concrètes à prendre pour y parvenir.

Le **premier article** résume le processus d'élaboration de la vision à long terme de l'UE pour les zones rurales, en soulignant son approche participative: cette vision pour les zones rurales est élaborée en partenariat avec les populations rurales.

Le **deuxième article** présente une vision d'un avenir où les zones rurales sont numériques et connectées et où les technologies, les infrastructures et les compétences apportent une réponse aux difficultés rencontrées aux échelons local et mondial.

Le **troisième article** illustre une vision d'un avenir rural «vert», où les zones rurales réalisent les objectifs du pacte vert pour l'Europe et saisissent les possibilités qui s'offrent à elles dans la transition vers une économie circulaire à faible émission de carbone.

Le **quatrième article** donne un aperçu des principaux éléments de la résilience des zones rurales, en s'appuyant, entre autres, sur les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19.

Le **cinquième article** se penche sur un avenir rural dans lequel des solutions sur mesure contribuent à atténuer les disparités existantes pour les groupes vulnérables de la société, rendant ainsi les zones rurales plus justes et ouvertes à tous.


Enfin, le **sixième article** compile les principaux éléments d'une vision à long terme d'un avenir où les zones rurales sont connectées, durables, résilientes et ouvertes à tous.

#### Le point de contact du REDR

<sup>(3)</sup> [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/rural2040-vision-week\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/rural2040-vision-week_fr)

<sup>(4)</sup> Voir «À la une... la Semaine de la vision rurale» dans le magazine «Rural Connections 2-2021» ([https://enrd.ec.europa.eu/publications/rural-connections-magazine-22021\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/publications/rural-connections-magazine-22021_fr)).

<sup>(5)</sup> [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/news/rural-inspiration-awards-2021-our-rural-future\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/news/rural-inspiration-awards-2021-our-rural-future_fr)



# 1. Une vision à long terme pour les zones rurales

© Freepik

INTRODUCTION

---

ÉLABORATION DE LA VISION

---

SEMAINE DE LA VISION RURALE

---

CONCRÉTISATION DE LA VISION

---

## PAR MAURA FARRELL

Maura Farrell est actuellement maître de conférences à la School of Geography, Archaeology and Irish Studies de la National University of Ireland (NUI), Galway. Son enseignement reflète la spécialisation de ses recherches, qui tournent autour de la géographie rurale et agricole, et ses intérêts portent sur les processus de changement social, culturel et économique pour les habitants des zones rurales. Le D<sup>r</sup> Farrell est actuellement chercheuse principale du projet «Irish National Rural Network» pour la NUI Galway et du plus récent projet «Ruralization» lancé dans le cadre d'Horizon 2020. Auteure de nombreux ouvrages, elle est extrêmement active en dehors de la vie universitaire puisqu'elle a été nommée dans des comités et des organisations tant au niveau national qu'international.



## INTRODUCTION

Les zones rurales d'Europe ont connu des changements fondamentaux au cours des dernières décennies. L'innovation technologique, la mondialisation et la modernisation sociale ont donné lieu à une stabilité économique et à une croissance démographique dans certaines zones rurales, tandis que d'autres régions sont en proie à un déclin démographique et économique. La politique de développement et les

pratiques de mobilisation des communautés ont cherché à stimuler et à régénérer les régions rurales en retard, mais les fractures socio-économiques demeurent manifestes. En réalité, la diversité rurale peut toujours entraîner un développement inégal. Il est toutefois impératif que toutes les communautés rurales aient la possibilité de réaliser leur potentiel et d'aspirer à atteindre des normes de développement élevées.

Afin d'offrir les mêmes chances aux zones rurales, tout en tenant compte de leur diversité, la Commission européenne a proposé l'élaboration d'une vision à long terme pour les zones rurales. Cette vision vise à mettre en place une stratégie claire, assortie d'objectifs réalistes, mais ambitieux, pour les zones rurales, élaborée et conçue pour les zones rurales en partenariat avec les populations rurales.

## ÉLABORATION DE LA VISION

Initié et dirigé par la Commission européenne et soutenu par le réseau européen de développement rural (REDR), le processus d'élaboration de la vision s'est fondé, dès le départ, sur une approche participative qui incarne l'éthique du développement rural dans un contexte européen. À l'image de la philosophie «ascendante» de l'approche Leader (liaison entre actions de développement de l'économie rurale), vieille de trente ans, de la logique innovante et multipartite du partenariat européen d'innovation pour la productivité et le développement durable de l'agriculture (PEI-AGRI) et de l'action collective nécessaire à la réussite du pacte vert pour l'Europe, le processus d'élaboration de la vision tend à inclure toutes les voix intéressées.

Pour ce faire, et conformément à toute procédure d'enquête, la Commission s'est d'abord appuyée sur une base de données existante pour examiner les questions clés, à savoir une consultation publique de la Commission européenne sur la modernisation et la simplification de la PAC <sup>(1)</sup>, un rapport 2020 de la Commission européenne sur l'évolution démographique <sup>(2)</sup> et toute information

supplémentaire pertinente recueillie dans le cadre de projets de recherche, en cours et antérieurs, financés par l'UE. Privilégiant une approche de terrain, le processus d'élaboration de la vision a donné lieu à une enquête publique en ligne à l'échelle de l'UE, qui visait à recueillir les attitudes, les opinions et les suggestions de tous les citoyens européens et de toutes les parties prenantes du monde rural. Les réponses de 2 326 personnes issues des 27 États membres mettent en évidence les principales difficultés auxquelles se heurtent les populations rurales, la nécessité de remédier au manque d'infrastructures et d'améliorer le système des transports constituant une priorité pour la plupart d'entre eux. La création d'emplois de qualité, l'importance d'une agriculture écologiquement durable et le soutien à l'innovation rurale, entre autres, sont autant de points qui ont été soulignés et rappelés à plusieurs reprises au fur et à mesure de l'évolution du processus d'élaboration de la vision <sup>(3)</sup>.

Pour élaborer la vision, le REDR a convoqué un échantillon représentatif de parties prenantes clés en vue de constituer un groupe thématique qui, entre septembre

2020 et mai 2021, a contribué à un exercice de prospective organisé par le Centre commun de recherche (JRC) de la Commission. Combinant récits, données, faits et hypothèses, l'exercice de prospective met en évidence les scénarios possibles de l'avenir des zones rurales, ainsi que les perspectives et les difficultés potentielles pour les zones rurales en expansion ou en régression qui sont reliées ou fragmentées. L'exercice a permis de créer une série d'images possibles de la vie rurale en 2040 et d'ajouter une nouvelle couche à la vision. Après avoir examiné ces données et d'autres éléments, le groupe thématique a abouti à une série de messages clés qu'il estime nécessaires pour concrétiser la vision rurale de l'UE. Il s'agit, entre autres, de la nécessité de définir un large éventail d'objectifs qui fournissent une orientation commune et motivent les acteurs ruraux, de fixer des objectifs et des étapes mesurables, opérationnels et contrôlables, de mettre en place des mécanismes de gouvernance et de coordination clairs, de réaliser des tests ruraux, d'élaborer des plans d'action à différents niveaux et de recueillir des données de meilleure qualité <sup>(4)</sup>.

<sup>(1)</sup> Commission européenne, «Modernising and Simplifying the Common Agricultural Policy», 2017 ([https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/key\\_policies/documents/summary-public-consul-modernising-simplifying-cap\\_2017\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/key_policies/documents/summary-public-consul-modernising-simplifying-cap_2017_en.pdf)).

<sup>(2)</sup> Commission européenne, «Report on the Impact of Demographic Change», 2020 ([https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/demography\\_report\\_2020\\_n.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/demography_report_2020_n.pdf)).

<sup>(3)</sup> Commission européenne, Résumé factuel de la consultation publique sur la vision à long terme pour les zones rurales, 2021 ([https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12525-Long-term-vision-for-rural-areas/public-consultation\\_fr](https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12525-Long-term-vision-for-rural-areas/public-consultation_fr)).

<sup>(4)</sup> [https://enrd.ec.europa.eu/publications/long-term-rural-vision-rural2040-3rd-thematic-group-meeting\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/publications/long-term-rural-vision-rural2040-3rd-thematic-group-meeting_fr)

Afin d'étendre le processus de mobilisation et d'inclusion, des ressources pour l'organisation d'ateliers consacrés à cette thématique ont été conçues par la Commission en collaboration avec le REDR. Des réseaux ruraux nationaux, des groupes d'action locale et des organisations communautaires enthousiastes ont

utilisé ces ressources pour engager des consultations directes avec les citoyens de toute l'UE <sup>(5)</sup>. Plus de 3 000 participants issus de 19 États membres ont apporté 170 contributions et, ce faisant, ont directement saisi les pensées des citoyens ruraux. De nombreuses contributions portaient sur la nécessité de disposer de

services et d'infrastructures numériques de qualité pour libérer le potentiel des communautés rurales, mais de nombreux participants ont également souligné la reconnaissance de la participation citoyenne, de l'esprit d'entreprise et de la protection de l'environnement.

## SEMAINE DE LA VISION RURALE

Tout bon processus doit avoir une conclusion et, à bien des égards, le REDR a mis à disposition un forum pour toutes les activités entourant le processus d'élaboration de la vision avec l'organisation de la «Semaine de la vision rurale: imaginer l'avenir des zones rurales européennes» (du 22 au 26 mars 2021) <sup>(6)</sup>. La Semaine de la vision rurale a été un exemple clair de participation, de travail en réseau et d'inclusion en ligne, mobilisant un grand nombre de personnes à travers l'UE. Le format en ligne (la «nouvelle norme» depuis la pandémie de COVID-19) a permis une participation à grande échelle, se traduisant sans doute

par une plus grande diversité de pensées et de pratiques par rapport à un format de conférence traditionnel. Tous ceux qui ont participé ont pu assister à des plénières de haut niveau et prendre part à un large éventail d'ateliers thématiques et d'ateliers en marge, tout en vivant l'excitation des «Rural Inspiration Awards» et les collaborations du «Marché rural».

«Notre marché rural» <sup>(7)</sup>, une réplique virtuelle intelligente d'une exposition-conférence avec des stands vidéo et des ressources en ligne, a donné un aperçu des travaux réalisés par de nombreux réseaux ruraux nationaux (RRN), dans

le cadre de projets Horizon 2020 et par d'autres parties prenantes rurales en rapport avec l'élaboration de la future vision. Le RRN grec, par exemple, a partagé sa vision rurale d'un meilleur niveau de vie, d'un développement durable, d'un environnement naturel sans produits chimiques, d'un développement de l'agrotourisme et d'une égalité des chances pour les populations rurales. Nombre de ces messages ont été martelés tout au long de la Semaine de la vision rurale, en plus des appels à un processus soucieux de n'exclure personne, qui a été si bien exprimé par Dubravka Šuica, vice-présidente de la Commission chargée de la démocratie et de la démographie, lorsqu'elle a déclaré: «Nous voulons nous assurer que cette vision est notre vision commune, une vision élaborée non pas POUR les zones rurales, mais plutôt AVEC les zones rurales» <sup>(8)</sup>.

Enrique Garcilazo (Organisation de coopération et de développement économiques — OCDE) a fourni une excellente vue d'ensemble des messages clés exprimés lors de cet événement <sup>(9)</sup>. Bien que certains soient analogues aux messages exprimés par le passé, ils doivent encore être mis en pratique et être portés au rang de priorités. Parmi ces messages figurait la nécessité d'élaborer des politiques rurales globales, de tenir compte de la diversité des zones rurales et de la nature impérative des processus ascendants, ainsi que d'élaborer une vision



© Freepik

<sup>(5)</sup> [https://enrd.ec.europa.eu/ltvra-workshop-package-nms-and-other-rural-stakeholders\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/ltvra-workshop-package-nms-and-other-rural-stakeholders_fr)

<sup>(6)</sup> [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/rural2040-vision-week\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/rural2040-vision-week_fr)

<sup>(7)</sup> [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/rural2040-vision-week/bur-rural-marketplace\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/rural2040-vision-week/bur-rural-marketplace_fr)

<sup>(8)</sup> [https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/suica/announcements/vice-president-suica-delivers-speech-opening-assembly-long-term-vision-rural-areasstakeholders\\_fr](https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/suica/announcements/vice-president-suica-delivers-speech-opening-assembly-long-term-vision-rural-areasstakeholders_fr)

<sup>(9)</sup> Enrique Garcilazo (OCDE), «Summary of Rural Vision Week» ([https://enrd.ec.europa.eu/sites/default/files/1-joseenrique-garcilazo-ppt1-pl2-day5\\_0.pdf](https://enrd.ec.europa.eu/sites/default/files/1-joseenrique-garcilazo-ppt1-pl2-day5_0.pdf)).

qui englobe les personnes vulnérables et exclues et renforce leur position.

Notre connaissance des principaux problèmes ruraux n'est toutefois qu'un aspect de la question, l'élément le plus inspirant de la Semaine de la vision rurale provenant des idées pour concrétiser notre vision rurale. Il s'agissait, entre autres, de donner des moyens d'action aux communautés rurales, de leur permettre de devenir résilientes face à la transition et à l'adversité, et de les soutenir avec des infrastructures, des compétences et des services numériques essentiels. La gouvernance coordonnée et participative, la simplification des politiques et la nécessité d'«aller au-delà du test rural» ont été des idées récurrentes, tant lors des ateliers en marge que des plénières de haut niveau, qui pourraient nous permettre de concrétiser notre vision rurale. En outre, la nécessité de générer des données et des connaissances de qualité, tout en tenant compte de l'échelle géographique des régions rurales, a été considérée comme un impératif par de nombreux participants aux ateliers.

Le commissaire européen à l'agriculture, Janusz Wojciechowski, a estimé que nous devons «tous nous rassembler pour partager nos idées et nos aspirations» et concrétiser ainsi notre vision rurale <sup>(10)</sup>. De même, Elisa Ferreira, commissaire européenne chargée de la cohésion et des réformes, a évoqué les problèmes «urgents et importants» que nous devons résoudre en Europe, tout en suggérant que les réponses que nous trouverons dans notre vision rurale façonneront notre avenir, ce



© Freepik

qui ne laisse aucun doute sur le caractère impératif de la vision <sup>(11)</sup>. La Semaine de la vision rurale en elle-même a fourni une multitude de messages, certains négatifs, reflétant les difficultés rencontrées dans certaines zones rurales, mais beaucoup d'autres remplis d'espoir et de solutions.

Les lauréats de la catégorie «Vote populaire» des «Rural Inspiration Awards», Kamila et Bogdan Kasperski (projet «Angelic Gardens», Pologne), sont convaincus qu'«un avenir vert est possible» et estiment que «nous faisons partie de la nature» et que «les actions que chacun d'entre nous peut mener ont une influence sur l'avenir de tous les peuples» <sup>(12)</sup>.

Alors que la Semaine de la vision rurale touchait à sa fin, les personnes chargées de la diffusion des messages et des solutions sont devenues aussi importantes que ces derniers. La semaine a permis d'entendre les voix de toutes les personnes concernées par une vision rurale, qu'elles soient originaires de petites zones rurales périphériques, qu'elles proviennent des îles, qu'elles vivent à proximité des centres urbains, qu'elles soient en position de pouvoir, qu'elles soient des agriculteurs ou qu'elles soient membres d'un groupe d'action locale. Le REDR a servi de cadre à des échanges qui ont donné une voix publique à la vision.

## CONCRÉTISATION DE LA VISION

Les voix, les idées, les messages et les solutions pour notre vision rurale à long terme ont été enregistrés et consignés par écrit. La concrétisation de notre vision de l'avenir doit commencer dès maintenant et si la Commission européenne est chargée de mettre en mots

la prochaine étape en présentant une communication, la mise en œuvre doit être un processus collectif. Par conséquent, il est impératif de tirer parti de tout ce que nous avons appris, de l'«écologisation de notre environnement» au «soutien aux entrepreneurs ruraux novateurs», et de

recourir à une action collective et ascendante qui contribue à renforcer les capacités des communautés et des citoyens. Comme l'a déclaré la vice-présidente Šuica lors de la clôture de la Semaine de la vision rurale: «Nous allons rendre la vision opérationnelle et concrète,

<sup>(10)</sup> Semaine de la vision rurale, plénière de clôture ([https://www.youtube.com/watch?v=wnRB4muYhFk&list=PLocST8\\_B8egYLud6YzCJVsn7bUaC6ZBlw&index=1](https://www.youtube.com/watch?v=wnRB4muYhFk&list=PLocST8_B8egYLud6YzCJVsn7bUaC6ZBlw&index=1)).

<sup>(11)</sup> *Ibidem*.

<sup>(12)</sup> Cérémonie de remise des «Rural Inspiration Awards 2021» (<https://www.youtube.com/watch?v=SQp7ZgOHkNA>).

avec un plan d'action comportant des projets continus et des initiatives tangibles. Nous mesurerons les progrès et en ferons rapport. Nous ne vous décevrons pas, car nous voulons nous assurer de ne pas nous décevoir nous-mêmes <sup>(13)</sup>»

La vision doit être un document vivant, capable de donner aux populations rurales les moyens non seulement de se relever de l'adversité, mais aussi d'aller de l'avant dans une nouvelle ère rurale. Les régions rurales ont besoin d'une approche flexible,

qui combine politiques et ressources et leur offre un avenir florissant — un avenir résilient, où le bien-être est aussi important que l'innovation et où les personnes sont aussi importantes que la terre.

## Semaine de la vision rurale

### AXES COMMUNS ET CHANGEMENTS PROGRESSIFS NÉCESSAIRES À LA CONCRÉTISATION DE LA VISION DE L'AVENIR DES ZONES RURALES

La troisième réunion du groupe thématique du REDR sur la vision rurale à long terme <sup>(1)</sup> s'est conclue par la détermination des axes et des changements progressifs suivants, que les membres du GT considèrent comme nécessaires à la concrétisation de la vision à long terme pour les zones rurales:

- **Objectifs primordiaux qui inspirent l'action et changent la donne.** La vision doit prévoir un vaste ensemble d'objectifs qui donnent une direction commune et motivent un large éventail d'acteurs à saisir les occasions qui s'offrent aux zones rurales.
- **Objectifs SMART, cibles mesurables et jalons.** Les grands principes et discours doivent être traduits en questions concrètes centrées sur l'humain et importantes pour tout le monde, comme l'accès à des services de qualité comparable, la connectivité et les compétences numériques, la mobilité, le logement, la jeunesse, l'énergie, etc.
- **Stratégies, plans et programmes.** Pour conduire à un véritable changement, la vision devra être traduite aux échelons national, régional et même municipal.
- **Inventaire, test et suivi des résultats.** De nombreuses observations ont porté sur la nécessité de mettre en place un système régulier de test ex ante et d'évaluation ex post des conséquences (territoriales) des politiques et des législations, ainsi que de suivi des résultats.
- **Gouvernance, force d'entraînement et qui fait quoi.** De nombreux participants sont d'avis que la situation ne changera guère sans la force d'entraînement politique nécessaire. Certains ont également fait valoir que le pacte vert pour l'Europe avait illustré les avantages d'un niveau de coordination plus élevé pour susciter le changement.
- **Alignement et coordination des politiques.** En plus d'une force d'entraînement claire, des mécanismes efficaces sont nécessaires pour coordonner les politiques. L'idée d'intégrer systématiquement les préoccupations du monde rural dans le processus du Semestre européen a suscité l'intérêt.
- **Renseignement rural, données et saisie des différences.** Parmi les suggestions visant à améliorer le renseignement et les données sur les questions rurales figurait l'idée de créer un groupe de réflexion ou un observatoire rural de l'UE lié à des plateformes science-société-politique et à des pôles du savoir de différents types dans toute l'Europe.
- **Favoriser et renforcer l'action locale.** Les membres du GT ont formulé de nombreuses suggestions: établissement de budgets locaux flexibles, faciles d'accès et cantonnés, allocation de plus de ressources à l'animation stratégique, au travail de proximité et à l'élaboration de projets, création de pôles du savoir et de l'innovation locaux, compréhension du rôle central des municipalités et de leurs partenariats avec la société civile, et, en particulier, renforcement de la participation des jeunes.

<sup>(1)</sup> Troisième réunion du groupe thématique du REDR sur la vision rurale à long terme, Compte rendu des temps forts, 27 janvier 2021 ([https://enrd.ec.europa.eu/publications/long-term-rural-vision-rural2040-3rd-thematic-group-meeting\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/publications/long-term-rural-vision-rural2040-3rd-thematic-group-meeting_fr)).

<sup>(13)</sup> Semaine de la vision rurale, plénière de clôture ([https://www.youtube.com/watch?v=wnRB4muYhFk&list=PLocST8\\_B8egYLud6YzCJVsn7bUaC6ZBlw&index=1](https://www.youtube.com/watch?v=wnRB4muYhFk&list=PLocST8_B8egYLud6YzCJVsn7bUaC6ZBlw&index=1)).



## 2. Vers des zones rurales numériques

© Freepik

### INTRODUCTION

---

### UN AVENIR OÙ LES ZONES RURALES SONT NUMÉRIQUES

---

### FAVORISER LA TRANSITION NUMÉRIQUE: CONNECTIVITÉ ET COMPÉTENCES

---

### VEILLER À CE QUE LES ZONES RURALES SOIENT NUMÉRIQUES ET PRÉPARÉES POUR L'AVENIR

---

#### PAR EMILIJA STOJMEANOVA DUH

---

Emilija Stojmenova Duh est professeure adjointe à la faculté d'électrotechnique de l'université de Ljubljana. Titulaire d'un doctorat, elle est également à la tête de 4PDIH, un pôle d'innovation numérique. Emilija est fondatrice et coordinatrice du réseau national FabLab en Slovénie. Elle coordonne également de nombreux projets sur la numérisation au service de l'innovation et du développement rural. Emilija est membre du conseil d'administration de l'agence slovène pour la recherche, membre du conseil d'experts de l'agence pour l'emploi de Slovénie, membre du conseil pour le développement de l'agriculture et de la sylviculture, ainsi que membre du conseil stratégique pour la numérisation de la Slovénie.

## INTRODUCTION

Même avant la pandémie de COVID-19, il ne faisait aucun doute que les infrastructures, les technologies et les services numériques jouaient un rôle important dans notre vie quotidienne. La pandémie a prouvé qu'il était aujourd'hui presque impossible de vivre et de travailler sans infrastructures ni technologies numériques. Nous comptons

sur elles pour communiquer, étudier, travailler, faire des recherches, améliorer les activités commerciales et répondre aux enjeux climatiques et environnementaux actuels.

En 2018, 29,1 % de la population de l'UE vivait dans des zones rurales et périphériques <sup>(1)</sup>. Dans sa stratégie «Façonner l'avenir numérique de

l'Europe» <sup>(2)</sup>, la Commission européenne souligne clairement que la transition numérique devrait profiter à tous, en donnant la priorité aux citoyens et en ouvrant de nouvelles perspectives aux entreprises. Pour garantir la couverture la plus large de la transition numérique, il est important que ses avantages soient étendus à toutes les personnes du monde rural.

## UN AVENIR OÙ LES ZONES RURALES SONT NUMÉRIQUES



© Freepik

Évolution des technologies, en particulier des technologies numériques, est faite de promesses et de perspectives stupéfiantes, d'une part, et d'incertitudes, d'autre part. C'est pourquoi il est extrêmement difficile de prévoir à quoi ressemblera à l'avenir une zone rurale **numérique**.

Les technologies numériques peuvent accélérer la croissance économique en créant des emplois, en introduisant de nouveaux modèles commerciaux et en augmentant la valeur ajoutée au niveau local (voir l'exemple de la Slovaquie dans l'encadré à la page 13). En outre, les technologies numériques peuvent également être utilisées pour favoriser

la transparence de la gouvernance et l'innovation sociale, et avoir des incidences sociales et environnementales positives au niveau local.

Néanmoins, il existe plusieurs facteurs susceptibles d'accroître la maturité numérique d'une zone rurale (c'est-à-dire sa capacité à réagir et à tirer parti des évolutions technologiques qui modifient le mode de fonctionnement de la société et de l'économie).

- Permettre un accès universel et égal aux **technologies numériques centrées sur l'humain** <sup>(3)</sup> afin d'améliorer la qualité des services publics et privés ainsi que la prestation de services dans les domaines de l'éducation et de la

formation, des transports, de la santé, de l'énergie, de la justice, de la sécurité, des services sociaux et communautaires et de la protection de l'environnement.

- Offrir des **possibilités d'apprentissage tout au long de la vie** afin de permettre la reconversion professionnelle et le renforcement des compétences à grande échelle des habitants des zones rurales (en particulier les populations exposées au risque de chômage et d'exclusion sociale) et doter l'ensemble des citoyens des compétences numériques, vertes et cognitives dont ils ont besoin pour exercer les emplois de demain.
- Utiliser **des plateformes, des systèmes et des services de données interopérables** favorisant l'innovation sociale et technologique et de nouveaux modèles commerciaux fondés sur la portabilité des données.
- Recourir à des solutions numériques efficaces pour surveiller et atténuer les effets du **changement climatique** et s'y adapter, et soutenir la **protection de l'environnement**.
- Organiser des **écosystèmes d'innovation numérique** fonctionnels pour soutenir et accélérer la transformation numérique dans les zones rurales.

<sup>(1)</sup> <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/EDN-20200207-1>

<sup>(2)</sup> [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/fs\\_20\\_278](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/fs_20_278)

<sup>(3)</sup> Les technologies numériques centrées sur l'humain sont conçues en tenant compte du comportement humain et visent à améliorer les compétences et les capacités des utilisateurs.



© Freepik

© Divina Wine



## DIVINA WINE HUB ŠMARJE (SLOVÉNIE)

Divina Wine Hub Šmarje a été créé à Šmarje, un village rural situé dans la région pilote de Slovénie, dans le cadre du projet Liverur du programme Horizon 2020 <sup>(1)</sup>. Le projet Liverur, qui a été lancé en mai 2018 et qui se termine en octobre 2021, a été financé au titre du programme Horizon 2020 de l'UE. Le Divina Wine Hub s'adresse principalement aux jeunes vigneronnes de la région slovène de l'Istrie. Ce pôle numérique a été créé à l'initiative de jeunes vigneronnes de la région qui souhaitent s'assurer une présence viable à l'avenir sur les marchés nationaux et étrangers, ainsi que garantir une intégration innovante du secteur et un soutien organisé dans le domaine de l'innovation ouverte, sociale et numérique et des outils des technologies de l'information et de la communication (TIC) avancés. Le pôle relie les principaux acteurs de la région afin d'ouvrir de nouvelles perspectives de développement, d'entrepreneuriat et d'emploi, ainsi que de renforcer la production, la consommation, l'échange et l'organisation spatiale durables.

Trois potentiels d'apprentissage clés ont été cernés parmi les priorités du pôle:

1. participation des jeunes vigneronnes;
2. détermination et utilisation des TIC avancées aux fins de la promotion, de la commercialisation et de la vente conjointes des produits communs et individuels, à savoir les vins; et
3. efficacité économique et optimisation des activités.

Divina Wine Hub Šmarje représente un pôle de soutien rural unique pour promouvoir les produits viticoles locaux au moyen d'outils TIC. Les vins, accompagnés d'instructions spécifiques pour les déguster (mode de conservation du vin, type de verres à utiliser, type de nourriture à consommer pendant la dégustation, etc.), sont reçus à l'avance. L'événement virtuel se tient environ deux fois par semaine au moyen d'un outil de réunion en ligne. Les participants commandent les vins à l'avance. Au cours de l'événement, outre la dégustation, les participants peuvent également s'informer sur les vins, mais aussi sur les vigneronnes, leur héritage et leurs ambitions. La mise en œuvre de cette initiative profite également à d'autres acteurs de la région slovène de l'Istrie (organisations, associations, consortiums, exploitations et entreprises du secteur vinicole, organisations touristiques, municipalités, etc.) en encourageant le travail en réseau, en stimulant les ventes et en promouvant le tourisme dans toute la région.

Informations complémentaires:

- <https://www.youtube.com/watch?v=D-RHtjO6xs4>
- <https://www.facebook.com/divinawinehub>

<sup>(1)</sup> <https://liverur.eu>

## FAVORISER LA TRANSITION NUMÉRIQUE: CONNECTIVITÉ ET COMPÉTENCES

Deux éléments essentiels sont à prendre en considération lorsque l'on parle de transition numérique: la connectivité et les compétences numériques.

En ce qui concerne la **connectivité**, les zones rurales et périphériques d'Europe ont toujours été à la traîne par rapport aux zones urbaines et périurbaines. En 2015, après l'introduction de la stratégie pour un marché unique numérique (4), les zones rurales et périphériques ont commencé à rattraper les régions urbaines au niveau de la couverture réseau, mesurée à l'aune de la proportion de ménages ayant accès

à un haut débit d'au moins 30 Mbit/s (5). La fracture numérique demeure toutefois importante. Comme l'a souligné Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, dans son discours sur l'état de l'Union, 40 % des habitants des zones rurales n'ont toujours pas accès à une connexion à haut débit rapide (6).

La connectivité n'est pas le seul domaine où les zones rurales sont à la traîne dans le processus de transformation numérique. Selon Eurostat, le niveau global de **compétences numériques** dans l'UE en 2019 était le plus faible chez les adultes vivant dans les zones rurales. Seuls 48 %

des habitants adultes des zones rurales avaient des compétences numériques de base ou supérieures, contre 55 % pour les adultes vivant dans les villes et les banlieues et 62 % pour les adultes vivant dans les grandes métropoles (7). Les compétences numériques étant considérées comme essentielles pour la compétitivité mondiale, le manque de compétences numériques dans les zones rurales reflète les inégalités socio-économiques entre les zones rurales et les zones urbaines et creuse la fracture numérique entre celles-ci.

## VEILLER À CE QUE LES ZONES RURALES SOIENT NUMÉRIQUES ET PRÉPARÉES POUR L'AVENIR

Il convient de fixer **des objectifs et des cibles clairs** en matière de développement numérique, spécifiquement pour les zones rurales, et d'affecter un financement adéquat. Par exemple, en matière de connectivité, la part des ménages ruraux ayant accès au haut débit devrait être au moins égale à la moyenne nationale. De même, lorsque les États membres et la Commission européenne financent des programmes et des initiatives, ils doivent allouer suffisamment de fonds aux zones rurales. Concrètement, la Commission européenne souhaite investir 1,5 milliard d'euros dans le réseau des pôles européens d'innovation numérique afin de soutenir la transformation verte et numérique, en finançant environ 200 pôles d'innovation numérique sur la période 2021-2027 (8). Étant donné que près de 30 % des Européens vivent en milieu rural, un point de référence possible serait qu'au moins 20 % des fonds alloués au réseau soient réservés aux pôles d'innovation numérique

travaillant avec des entreprises, des organisations et des communautés dans les zones rurales.

Un autre point très important est de **mieux faire connaître** les possibilités qu'offrent les technologies numériques aux citoyens, aux entreprises et aux communautés et d'**instaurer une confiance** dans l'utilisation de ces technologies. Une faible habileté numérique, qui, comme nous l'avons vu, est plus généralisée dans les zones rurales que dans les zones urbaines, entraîne un manque de compréhension du fonctionnement des technologies numériques et, partant, un manque de confiance ou une peur de les utiliser. C'est pourquoi, outre les pôles d'innovation numérique en milieu rural, il est important de mobiliser les personnes qui travaillent en tant que **courtiers ou intermédiaires numériques**. Leur rôle principal est de rapprocher les technologies numériques des habitants, des entreprises et des organisations du monde rural. Un

exemple de réussite en Irlande est décrit dans l'encadré à la page 15 (Irlande).

Enfin, et surtout, les **politiques de développement rural** peuvent jouer un rôle clé. Il est important d'inclure des objectifs de développement rural dans les politiques et stratégies de numérisation, telles que la stratégie numérique pour l'Europe et les stratégies numériques nationales des États membres, et de rechercher des objectifs et des liens communs entre les zones rurales et urbaines. Des recommandations intéressantes en ce sens émanent du projet «Villages intelligents» mené dans le cadre de la stratégie de l'UE pour la région alpine (Eusalp) (voir l'encadré à la page 15).

Pour que les zones rurales passent du statut de bénéficiaires à la traîne à celui d'acteurs de la transition numérique, des mesures décisives doivent être prises sur tous les points susmentionnés. Cette nécessité devrait être un élément central du plan d'action qui doit accompagner la vision rurale.

(4) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=COM%3A2015%3A192%3AFIN>

(5) Projet DESIRA, «The state of rural digitalisation in Europe», 2020 ([https://desira2020.eu/wp-content/uploads/2020/11/Briefing\\_Digitalisation-in-Europe.pdf](https://desira2020.eu/wp-content/uploads/2020/11/Briefing_Digitalisation-in-Europe.pdf)).

(6) [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/SPEECH\\_20\\_1655](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/SPEECH_20_1655)

(7) <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/EDN-20200207-1>

(8) <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/news/digital-innovation-hubs-eu15-billion-network-support-green-and-digital-transformation-starts-take>





### ÉCOSYSTÈME «DONEGAL DIGITAL» (IRLANDE)

L'écosystème «Donegal Digital» est un partenariat public-privé formé par huit organisations permanentes, dont une autorité publique, un institut de technologie et des agences de développement. Au rang des objectifs du partenariat figurent la stimulation des technologies numériques dans les petites entreprises traditionnelles de la région, la transformation numérique de secteurs clés tels que l'alimentation, le tourisme et l'énergie, la fourniture de services publics numériques novateurs et la connexion des talents au transfert de la recherche numérique, pour n'en citer que quelques-uns. Tous reposent sur la fourniture du haut débit et la mise en place d'un réseau de pôles d'innovation numérique répartis dans tout le comté.

Les gestionnaires des pôles numériques jouent un rôle clé dans le soutien à la transformation numérique du comté de Donegal. Ils sont des acteurs essentiels, car ils facilitent la fourniture de technologies numériques aux entreprises, aux citoyens et aux administrations publiques. D'une part, ils sont liés à la communauté et connaissent ses besoins et ses difficultés. Il s'agit là d'un élément crucial pour déterminer l'aide potentielle à apporter. D'autre part, ils servent de passerelle pour la communauté en lui donnant accès à une gamme de services de soutien à sa transformation numérique.

Le comté de Donegal ne pourrait pas prévoir un écosystème numérique local efficace sans ces gestionnaires actifs des pôles numériques.

Informations complémentaires: [www.donegaldigital.ie](http://www.donegaldigital.ie)

#### Semaine de la vision rurale

#### RECOMMANDATIONS FORMULÉES LORS DE L'ATELIER «VERS DES ZONES RURALES NUMÉRIQUES» ORGANISÉ À L'OCCASION DE LA SEMAINE DE LA VISION RURALE

- Fixer un certain nombre d'objectifs afin de dynamiser la prise de mesures et l'attribution de ressources en faveur de la numérisation des zones rurales.
- Mettre en place des écosystèmes numériques locaux en déployant un réseau de pôles d'innovation ruraux.
- Aider les courtiers numériques locaux à animer et à mettre en réseau les acteurs locaux.
- Mettre en place un cadre législatif favorable aux nouveaux domaines émergents des technologies numériques.

### PROJET «VILLAGES INTELLIGENTS» DE L'EUSALP — RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Le projet «Villages intelligents» est une initiative opérationnelle menée dans le cadre de la stratégie macrorégionale pour la région alpine (Eusalp). Le projet se déroule de 2018 à 2021 et est financé par le programme de coopération territoriale européenne «Espace alpin», avec des partenaires de Suisse, de France, d'Italie, de Slovénie, d'Autriche et d'Allemagne. Les recommandations stratégiques suivantes ont été formulées dans le cadre du projet «Villages intelligents»:

- R1: élever la transformation intelligente des zones et villages montagnards, ruraux et périphériques au rang de priorité;
- R2: intégrer la notion de villages intelligents dans les stratégies et politiques existantes et futures;
- R3: affecter des fonds à des stratégies intégrées telles que le projet «Villages intelligents»;
- R4: laisser une place à l'innovation et à l'expérimentation;
- R5: encourager le travail en réseau et l'échange d'expériences autour de la stratégie «Villages intelligents» en relation avec les zones urbaines;
- R6: tirer parti du potentiel de la stratégie «Villages intelligents» pour communiquer sur l'innovation et l'attractivité des zones rurales et montagnardes et pour relier les zones rurales et urbaines;
- R7: développer les infrastructures et les compétences numériques en fonction des besoins et des possibilités technologiques.

Informations complémentaires: [https://ec.europa.eu/regional\\_policy/fr/newsroom/news/2021/03/29-03-2021-eusalp-policy-recommendations-from-the-%C2%AB-smart-villages-%C2%BB-project](https://ec.europa.eu/regional_policy/fr/newsroom/news/2021/03/29-03-2021-eusalp-policy-recommendations-from-the-%C2%AB-smart-villages-%C2%BB-project)



### 3. Un pacte vert pour l'avenir des zones rurales européennes

© Freepik

#### INTRODUCTION

NOTRE VISION: LES ZONES RURALES EUROPÉENNES SONT LE CŒUR BATTANT DE SYSTÈMES ALIMENTAIRES SAINS ET DURABLES

NOTRE VISION: LES ÉCOSYSTÈMES RURAUX SONT FLORISSANTS ET NOTRE PATRIMOINE CULTUREL NATUREL EST APPRÉCIÉ

NOTRE VISION: LES ÉCONOMIES RURALES SONT PROPRES ET CIRCULAIRES ET LES ZONES RURALES SONT DYNAMIQUES ET CONNECTÉES

UNE TRANSITION JUSTE POUR DES ZONES RURALES DURABLES, NE LAISSANT PERSONNE DE CÔTÉ

**PAR PATRICK TEN BRINK ET CELIA NYSENS, AVEC DES CONTRIBUTIONS DE BARBARA MARIANA, DE BÉRÉNICE DUPEUX, DE SERGIY MOROZ, DE STÉPHANE ARDITI, DE DAVIDE SABBADIN, DE LAURA HILDT ET DE MARGHERITA TOLOTTO, BUREAU EUROPÉEN DE L'ENVIRONNEMENT (BEE).**

Le Bureau européen de l'environnement (BEE) est le plus important réseau d'organisations citoyennes environnementales d'Europe. Il rassemble plus de 160 organisations de la société civile de plus de 35 pays européens. Le BEE défend le développement durable, la justice environnementale et la démocratie participative.

<https://eeb.org>

## INTRODUCTION

Le pacte vert pour l'Europe, priorité absolue de la Commission Ursula von der Leyen, est conçu comme un programme de transformation de l'Europe à tous les niveaux. L'application du pacte dans les zones rurales est un élément important et nécessaire de cette transformation. La concrétisation du pacte est essentielle pour la transformation et la résilience des zones rurales de l'UE de demain et définira l'héritage de la Commission.

Le pacte vert peut insuffler une nouvelle dynamique dans les zones rurales et leur offrir la possibilité de contribuer au renforcement de la résilience des zones rurales et urbaines. Pour obtenir les multiples avantages rendus possibles par le pacte vert, les interconnexions et les interdépendances entre les agriculteurs et les autres parties prenantes doivent être reconnues, la gouvernance et la collaboration améliorées et un nouveau

contrat social créé afin de refléter une interdépendance souvent négligée. Dans les pages suivantes, nous présentons notre vision d'un avenir rural «vert», fondée sur la longue expérience du Bureau européen de l'environnement et largement étayée par les résultats de la Semaine de la vision rurale organisée par le REDR en mars 2021.

## NOTRE VISION: LES ZONES RURALES EUROPÉENNES SONT LE CŒUR BATTANT DE SYSTÈMES ALIMENTAIRES SAINS ET DURABLES

Dans notre vision à l'horizon 2040, chaque Européen a accès à une alimentation saine et durable, qui est le choix le plus facile et le plus attrayant. Notre agriculture est parfaitement accordée à nos besoins nutritionnels et à l'environnement: nous mangeons et produisons moins de viande et de produits d'origine animale, mais de meilleure qualité, ainsi que plus de fruits, de légumes et de légumineuses de saison.

C'est le résultat d'un changement de paradigme à travers l'Europe, qui s'éloigne de l'intensification de l'agriculture et de la mondialisation pour se tourner vers des systèmes alimentaires fondés sur l'agroécologie et la souveraineté alimentaire (c'est-à-dire le contrôle démocratique des systèmes alimentaires) <sup>(1)</sup>. Des communautés agricoles confiantes et dynamiques constituent l'épine dorsale des systèmes alimentaires <sup>(2)</sup>, tandis que la gestion agroécologique des terres <sup>(3)</sup> et l'élevage extensif <sup>(4)</sup> permettent de restaurer et de maintenir une biodiversité florissante, de contribuer au stockage du carbone et de réduire considérablement la pollution.

La croissance des systèmes alimentaires localisés est au cœur de ce changement. L'innovation sociale dans les modèles de production et de distribution et l'investissement dans des installations de transformation locales à petite et moyenne échelle donnent un coup de fouet aux circuits d'approvisionnement courts, qui permettent de reconnecter les zones rurales et urbaines. Les approches circulaires de la gestion des nutriments et des matériaux permettent également de rétablir le lien entre les agriculteurs et les consommateurs, les déchets alimentaires faisant partie du passé. Les denrées alimentaires ne sont plus traitées comme une simple marchandise. Elles sont dorénavant reconnues comme un bien commun précieux <sup>(5)</sup>.

Cette vision est déjà une réalité dans de nombreuses régions d'Europe où des centaines d'exploitations agricoles, de coopératives, d'autorités locales et de groupes de citoyens apportent des solutions locales aux difficultés auxquelles se heurtent les zones rurales. Le BEE a couvert des dizaines d'«histoires d'agriculture du futur» <sup>(6)</sup>, parmi lesquelles l'histoire d'éleveurs roumains qui ont abandonné la

production conventionnelle et la vente de matières premières aux grandes entreprises, pour produire des produits de haute qualité (bruts et transformés) destinés aux marchés locaux. Ils ont pu ainsi produire des denrées alimentaires de manière écologique et améliorer par la même occasion leurs revenus <sup>(7)</sup>.

La politique agricole commune est essentielle pour que cette vision devienne réalité. Elle nécessite toutefois une réforme fondamentale pour être pleinement alignée sur le pacte vert pour l'Europe. Les dépenses publiques effectuées dans le cadre de la PAC doivent servir de levier à la transition vers l'agroécologie. Il est essentiel de relier ce que nous produisons et ce que nous mangeons ou devons manger. La stratégie «De la ferme à la table» est un premier pas dans cette direction, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour parvenir à des politiques agricole, alimentaire, commerciale et de santé publique cohérentes. Nous avons besoin d'une politique alimentaire commune pour l'Europe qui accorde la priorité à l'agroécologie et à la démocratie (ou la souveraineté) alimentaire.

<sup>(1)</sup> <http://www.ipes-food.org/pages/LongFoodMovement>

<sup>(2)</sup> <https://meta.eeb.org/2021/01/13/future-farming-cultivating-people-friendly-food-systems/>

<sup>(3)</sup> <https://meta.eeb.org/2020/03/24/agroecology-farming-for-a-better-future/>

<sup>(4)</sup> <https://meta.eeb.org/2020/06/22/future-farming-a-romanian-recipe-for-european-livestock-farming/>

<sup>(5)</sup> SAPEA, «A sustainable food system for the European Union», 2020 (<https://www.sapea.info/topics/sustainable-food/>).

<sup>(6)</sup> <https://meta.eeb.org/?s=future+farming>

<sup>(7)</sup> <https://meta.eeb.org/2020/06/22/future-farming-a-romanian-recipe-for-european-livestock-farming/>

## NOTRE VISION: LES ÉCOSYSTÈMES RURAUX SONT FLORISSANTS ET NOTRE PATRIMOINE CULTUREL NATUREL EST APPRÉCIÉ

Dans notre vision à l'horizon 2040, nous avons mis fin à la détérioration et restauré des millions d'hectares d'écosystèmes précieux (15 % de la superficie terrestre et maritime de l'UE ainsi que 15 % des cours d'eau à courant libre), permettant ainsi à la nature de reprendre ses droits. Nous nous sommes également attaqués à la pollution causée par l'élevage intensif et les pratiques agricoles intensives, l'air est pur partout et des fleuves, des rivières, des lacs et des eaux souterraines sains sont la norme et regorgent de vie. De même, les zones rurales disposent d'un riche patrimoine culturel naturel sur lequel fonder des activités économiques dynamiques.

Nous avons réalisé d'énormes progrès sur le plan de la pureté de l'air et des eaux en nous attaquant à la pollution à la source: les exploitations ne dépassent pas les densités d'élevage durables; les déchets agricoles ne sont pas brûlés, mais recyclés dans le système agricole; et l'agriculture agroécologique ainsi que la gestion intégrée des parasites et des nutriments ont remplacé l'utilisation systématique de pesticides et d'engrais de synthèse et réduit la pollution diffuse due à l'agriculture. Les matières plastiques sont utilisées avec parcimonie et précaution dans l'agriculture afin de réduire les risques de déchets plastiques et de microplastiques dans les sols et les eaux. Les investissements industriels sont strictement réglementés pour éviter la pollution.

Notre investissement dans la restauration de la nature porte ses fruits: il a permis de renforcer la résilience et a contribué à atténuer la crise climatique et à s'y adapter, en créant de nombreux emplois durables et en apportant des avantages directs pour la santé et le bien-être des personnes dans les zones rurales et au-delà. Les citoyens, les entreprises et les pouvoirs publics reconnaissent les avantages qu'offrent des écosystèmes ruraux et périurbains sains, comme

l'approvisionnement en eau propre, le stockage du carbone, ainsi que leur importance pour attirer des activités de loisirs et touristiques. Cette reconnaissance favorise la coopération pour restaurer les forêts anciennes, les zones humides, les plaines inondables et les paysages ruraux au sens large. Il en résulte une meilleure appréciation de la valeur des avantages de la protection de la nature européenne pour la société et la santé <sup>(8)</sup>.

De même, les multiples aspects du patrimoine culturel font l'objet d'une reconnaissance, d'une valorisation, d'une gestion et d'investissements appropriés afin de garantir qu'ils sont protégés et utilisés comme moteur du développement local ainsi que de la prise de conscience de l'histoire culturelle et de sa signification. Par exemple, les approches de type «slow food», qui reposent sur des produits locaux et une cuisine fondée sur les traditions



© NABU – Manfred Delpho

### RESTAURATION DE LA RIVIÈRE LAHN ET DE SA ZONE INONDABLE (ALLEMAGNE)

La restauration en cours de la rivière Lahn et de sa zone inondable en Allemagne a permis de créer un espace naturel et des habitats pour des espèces charismatiques, telles que le martin-pêcheur et le castor, augmentant ainsi l'attrait de la région pour le tourisme vert. En outre, la restauration des zones inondables réduit les risques d'inondation pour les communautés voisines. Parmi les mesures de restauration mises en œuvre figurent la suppression des barrages, la création de bandes tampons pour prévenir la pollution d'origine agricole, ainsi que la renaturalisation des berges de la rivière. Des groupes de protection de la nature ont proposé des objectifs concrets pour mesurer l'efficacité du projet, par exemple l'objectif de voir 100 couples nicheurs de gorgebleues, 30 couples nicheurs de loriots et 50 couples nicheurs de martins-pêcheurs d'ici à 2040. Ce projet d'un montant de 15,7 millions d'euros pour la période allant jusqu'à 2025 est financé par les autorités nationales et les fonds de l'Instrument financier pour l'environnement (LIFE) de l'UE. Il est mené conjointement par le groupe allemand de protection de la nature NABU et les autorités locales, ce qui constitue un bon exemple de participation et de coopération des parties prenantes.

<https://hessen.nabu.de/news/2019/25901.html>

<sup>(8)</sup> Ten Brink P. et al., «The health and social benefits of nature and biodiversity protection», 2016 ([https://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/intro/docs/Health %20and %20Social %20Benefits %20of %20Nature %20- %20Final %20Report %20Main %20sent.pdf](https://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/intro/docs/Health%20and%20Social%20Benefits%20of%20Nature%20-%20Final%20Report%20Main%20sent.pdf)).

locales, sont encouragées comme un moyen de renforcer l'identité et l'image de marque des régions, permettant ainsi de stimuler l'agrotourisme. Les autorités locales, régionales, nationales et de l'UE collaborent pour garantir l'amélioration et la préservation de notre capital culturel pour les générations futures <sup>(9)</sup>.

Pour concrétiser notre vision, l'UE doit adopter de nouvelles législations ou réviser celles déjà en vigueur afin de réaliser les principaux objectifs de la stratégie en faveur de la biodiversité <sup>(10)</sup>. Une nouvelle réglementation solide est nécessaire pour fixer des objectifs juridiquement contraignants en matière de restauration des écosystèmes, et la directive sur une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable doit être renforcée par des objectifs juridiquement contraignants de réduction de l'utilisation des pesticides. La législation actuelle de l'UE sur la protection de la nature et des eaux doit également être correctement mise en œuvre et appliquée. Par exemple, des plans ambitieux de gestion de district hydrographique doivent être introduits dans toute l'Europe. Bien entendu, la réforme de la politique agricole commune doit également contribuer à la réalisation de ces objectifs, en appliquant le principe «ne pas nuire» et en consacrant des fonds à des mesures efficaces qui permettent de réduire la pollution à la source <sup>(11)</sup> et ramènent la nature dans les exploitations <sup>(12)</sup>.

Il convient d'accorder une plus grande attention aux déchets plastiques, de fixer des objectifs de réduction des émissions de méthane et des réductions plus ambitieuses des émissions d'ammoniac, complétés par une surveillance continue de la qualité de l'air dans les zones rurales. Enfin, nous devons mettre en place des stratégies régionales en faveur du patrimoine culturel, en nous appuyant sur le cadre européen d'action en faveur du patrimoine culturel <sup>(13)</sup> et le programme «Europe créative» de l'UE <sup>(14)</sup>,



© Bureau européen de l'environnement (BEE)

### BONNES PRATIQUES AGRICOLES DANS LES RIZIÈRES DU FLEUVE PÔ (ITALIE)

La partie nord-occidentale de la vallée du Pô compte plus de 200 000 hectares de rizières, ce qui représente plus de 50 % de la production européenne de riz. Les rizières sont généralement des environnements fortement appauvris en raison de la forte intensité de production qui se traduit par une monoculture sur de grandes surfaces et une utilisation importante d'herbicides. Des initiatives privées, financées par le Fonds européen pour le développement rural (Feader) ont permis la restauration d'écosystèmes aquatiques sur de vastes zones rizicoles dans le territoire situé entre Milan et Pavie, en Lombardie.

La zone agricole de Cassinazza s'étend sur 1 400 hectares, dont 107 ont été convertis en zones humides et en bois en 20 ans. L'environnement agricole a été enrichi par la plantation de 110 kilomètres de haies. De même, la biodiversité aquatique des rizières a été renforcée par la création de lisières, des écosystèmes complexes qui occupent 7 % à 10 % de la surface cultivée, où les niveaux d'eau sont conservés pour permettre aux espèces aquatiques de survivre aux phases de culture sèche. Les lisières, situées en bordure des rizières, ont une largeur qui varie entre 15 et 30 mètres.

Un autre changement important est le passage de la culture intensive à la culture extensive selon les principes de l'agriculture de conservation. Ce concept de culture donne la priorité aux pratiques de gestion des sols visant à favoriser une perturbation minimale des sols, une couverture permanente des sols et une rotation des cultures. Les engrais utilisés proviennent du compost et des matières organiques de la zone urbaine voisine. Il en résulte, entre autres, une augmentation de la biodiversité ornithologique, aquatique et amphibie, ainsi qu'une baisse conséquente des insectes nuisibles et des mauvaises herbes.

Source: BEE/Grüne Liga, Agriculture Practices that Protect Water ([https://www.umweltfestival.de/wp-content/uploads/2020/08/EEB\\_GL\\_Water-Agri-NEXUS2019\\_EBOOK.pdf](https://www.umweltfestival.de/wp-content/uploads/2020/08/EEB_GL_Water-Agri-NEXUS2019_EBOOK.pdf)).

et en utilisant les fonds de développement rural, d'autres Fonds structurels et d'investissement européens <sup>(15)</sup> ainsi que des aides nationales et régionales. Dans cette optique, il est nécessaire de mieux

faire connaître les multiples avantages du patrimoine culturel pour les régions et les possibilités de participer à sa revitalisation.

<sup>(9)</sup> <https://ec.europa.eu/culture/fr/policies/selected-themes/patrimoine-culturel>

<sup>(10)</sup> [https://ec.europa.eu/environment/strategy/biodiversity-strategy-2030\\_fr](https://ec.europa.eu/environment/strategy/biodiversity-strategy-2030_fr)

<sup>(11)</sup> Bureau européen de l'environnement, «A CAP for zero-pollution and a circular economy», 2020 (<https://eeb.org/library/a-cap-for-zero-pollution-and-a-circular-economy/>).

<sup>(12)</sup> Bureau européen de l'environnement, «A CAP to bring nature back to our farms», 2020 (<https://eeb.org/library/a-cap-to-bring-nature-back-to-our-farms/>).

<sup>(13)</sup> Commission européenne, Cadre européen d'action en faveur du patrimoine culturel, 2019 (<https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/5a9c3144-80f1-11e9-9f05-01aa75ed71a1>).

<sup>(14)</sup> <https://ec.europa.eu/programmes/creative-europe/>

<sup>(15)</sup> <https://cohesiondata.ec.europa.eu/stories/s/Yes-The-EU-supports-cultural-heritage/9gyi-w56p/>

## NOTRE VISION: LES ÉCONOMIES RURALES SONT PROPRES ET CIRCULAIRES ET LES ZONES RURALES SONT DYNAMIQUES ET CONNECTÉES

Dans notre vision à l'horizon 2040, nous prévoyons un approvisionnement total en énergie renouvelable, des réseaux intelligents partout en Europe et un large déploiement dans les zones rurales et isolées. Nous utilisons à peine la bioénergie afin d'éviter la concurrence au niveau des terres productives entre les denrées alimentaires et les combustibles, ainsi que les incidences négatives sur la biodiversité. Nous n'utilisons que des ressources issues de l'agriculture ou de la sylviculture, conformes à la hiérarchie d'utilisation de la biomasse <sup>(16)</sup> et peu utiles pour la production d'énergie <sup>(17)</sup> <sup>(18)</sup>. Nous avons réduit notre utilisation de ressources vierges et nous utilisons la biomasse dans le respect des limites planétaires. Le partage, la réutilisation et la réparation sont devenus la norme, la prévention des déchets a permis de créer de nouvelles activités rentables et nous recyclons les déchets restants.

Dans les zones rurales, les principes de l'économie circulaire sont aussi importants que dans les zones urbaines (pour des exemples, voir les liens dans les notes de bas de page) et les pratiques de réparation et de partage qui existent depuis des décennies dans les coopératives agricoles ont été étendues à une plus grande utilisation du secteur de la fabrication adaptative et des centres de fabrication/réparation, ainsi qu'à la conversion sélective de l'énergie (par exemple le biogaz). Les infrastructures et les services de gestion des déchets dans les zones rurales ont été améliorés et les mesures d'inspection et de répression visant à éviter la création de décharges illégales de déchets ont été renforcées. En outre, l'imperméabilisation des nouveaux sols est réduite au minimum en réutilisant les zones de friche et en tirant le meilleur parti des bâtiments inoccupés.

Vivre en milieu rural ne nécessite pas de posséder une voiture pour se déplacer,

car nous disposons d'autres solutions de mobilité pour tous. Nous assistons également à une mobilité propre pour tous, à une réduction de la congestion et, partant, à une diminution des coûts sociaux associés, de la pollution atmosphérique et des incidences sur la santé. Les solutions numériques facilitent le transport intermodal, en reliant les transports

publics, l'accès à la mobilité partagée (par exemple: BlaBlaCar, Cambio), les zones de stationnement de véhicules à émission nulle et les espaces de stockage de vélos. Les transports publics à émission nulle relient les villes et les zones rurales de manière efficace et économique, et un vaste réseau de pistes cyclables facilite les déplacements actifs à l'intérieur et à l'extérieur des villes.



© Wikipedia, Kuebi

### PRATO ALLO STELVIO (ITALIE)

Prad am Stilfserjoch (Prato allo Stelvio), une petite communauté rurale de 3 000 habitants située dans les Alpes italiennes, constitue un exemple intéressant des avantages que la production distribuée à partir d'énergies renouvelables peut apporter aux zones rurales et isolées: 80 % des familles ont rejoint une coopérative qui fournit un réseau de chaleur et de l'électricité grâce à un mélange d'énergies hydraulique (ancienne), éolienne, photovoltaïque et de biogaz provenant du fumier des fermes locales. En outre, grâce au soutien de la coopérative, la part des toitures photovoltaïques installées est parmi les plus élevées par habitant du pays. Les prix de l'énergie sont parmi les plus bas d'Italie, ce qui contribue à maintenir dans la région des entreprises qui, autrement, seraient défavorisées en raison du climat rigoureux et de l'éloignement des routes principales.

[www.comunirinnovabili.it](http://www.comunirinnovabili.it)

<sup>(16)</sup> Une hiérarchie d'utilisation de la biomasse se fonde sur la valeur relative et l'utilisation rationnelle des ressources en biomasse. Elle suit une hiérarchie d'utilisation, de réutilisation, de recyclage et d'utilisation énergétique. Dans la pratique, la préférence est donnée à l'utilisation à haute valeur ajoutée de mobilier et de matériaux de construction qui emprisonnent le carbone, puis au papier, au recyclage/à la réutilisation (dans d'autres produits et dans les écosystèmes forestiers), à la conversion en combustibles et enfin à la consommation d'énergie directe (sans utilisation pour la production d'électricité).

<sup>(17)</sup> [https://mk0eeborgicuyptuf7e.kinstacdn.com/wp-content/uploads/2020/12/EEB\\_CAN\\_Europe\\_PAC\\_Policy\\_Brief.pdf](https://mk0eeborgicuyptuf7e.kinstacdn.com/wp-content/uploads/2020/12/EEB_CAN_Europe_PAC_Policy_Brief.pdf)

<sup>(18)</sup> <https://eeb.org/library/building-a-paris-agreement-compatible-pac-energy-scenario/>

Il existe de nombreuses solutions de production d'énergie à petite échelle et décentralisée, et les agriculteurs en font pleinement usage, ce qui renforce les communautés et favorise l'autonomie rurale. Le principe de primauté de l'efficacité énergétique s'applique à toutes les zones rurales. Les bâtiments agricoles sont intelligents et économes en énergie, tandis que les machines agricoles fonctionnent à l'énergie propre et protègent les sols et l'environnement au sens large.

Pour concrétiser cette vision, les pays doivent s'engager à atteindre des objectifs nationaux contraignants plus élevés en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, mobiliser les communautés rurales et les doter des moyens nécessaires, et les soutenir en finançant la production

d'énergie décarbonée, stimuler l'innovation, et afficher une ambition climatique plus élevée. Le train de mesures «ajustement à l'objectif de 55 %»<sup>(19)</sup>, attendu cet été, est l'occasion de donner une orientation stratégique cruciale, assortie d'investissements, pour adapter le réseau afin de faciliter la production locale d'énergie propre et repenser les systèmes de mobilité pour des transports propres et accessibles. Les outils d'aménagement du territoire et l'utilisation des évaluations stratégiques des incidences sur l'environnement (ESIE) et des évaluations des incidences sur l'environnement (EIE) sont essentiels pour éviter les compromis avec la biodiversité.

En outre, nous devons mettre en œuvre le plan d'action pour une économie circulaire<sup>(20)</sup> et les perspectives

connexes en matière de produits durables et de prévention des déchets (réutilisation, réparation, refabrication, recyclage), assortis des actions de sensibilisation et de renforcement des compétences correspondantes, ainsi que d'investissements dans les centres de réparation. Nous devons également encourager la protection des ressources biotiques et les économies au moyen de régimes où «l'économiseur gagne»<sup>(21)</sup>, tout en mettant en place des systèmes de pollueur-payeur pour financer et gérer la production de déchets et de pollution, notamment pour les films plastiques agricoles et les emballages de matériaux toxiques.

## UNE TRANSITION JUSTE POUR DES ZONES RURALES DURABLES, NE LAISSANT PERSONNE DE CÔTÉ

Le pacte vert pour l'Europe représente une occasion d'opérer une transition vers des zones rurales durables. Toutefois, pour y parvenir, nous devons rechercher des interconnexions positives entre les systèmes écologiques, sociaux et économiques, mais aussi comprendre et traiter les compromis. Une vision positive et interconnectée permettra de revitaliser les zones rurales, en ne laissant personne de côté et en léguant un héritage positif aux générations futures.

Comme nous l'avons entendu lors de la Semaine de la vision rurale 2021<sup>(22)</sup>, nous devons donner aux communautés rurales les moyens d'adhérer au programme environnemental afin de proposer des solutions adaptées à chaque localité. Nous avons besoin de cadres stratégiques pour définir la direction à prendre, renforcer la confiance et encourager les investissements verts, favoriser la participation des parties prenantes et encourager une gouvernance responsable

qui intègre les points de vue des communautés locales et les besoins des écosystèmes ruraux.

Il existe de plus en plus d'exemples de solutions durables liées à l'agriculture et à la dimension plus large d'un avenir où les zones rurales sont durables, comme

décrit ci-dessus. Leur mise en œuvre sera la preuve que la vision peut s'avérer fructueuse et donner naissance à un pacte vert pour l'avenir des zones rurales européennes.

### Semaine de la vision rurale

#### RECOMMANDATIONS FORMULÉES LORS DE L'ATELIER «VERS DES ZONES RURALES VERTES» ORGANISÉ À L'OCCASION DE LA SEMAINE DE LA VISION RURALE

- Donner aux communautés rurales les moyens d'adhérer au programme environnemental afin de proposer des solutions adaptées aux besoins locaux.
- Différents types de courtiers du savoir, d'éducation et d'expertise sont nécessaires pour agir en tant que moteurs du changement et réaliser les objectifs au niveau local.
- Des cadres stratégiques solides forts (mais flexibles) devraient fixer la direction à prendre, renforcer la confiance et encourager les investissements.

<sup>(19)</sup> [https://ec.europa.eu/info/system/files/2021\\_commission\\_work\\_programme\\_new\\_policy\\_objectives\\_factsheet\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/info/system/files/2021_commission_work_programme_new_policy_objectives_factsheet_en.pdf)

<sup>(20)</sup> [https://ec.europa.eu/environment/strategy/circular-economy-action-plan\\_en](https://ec.europa.eu/environment/strategy/circular-economy-action-plan_en)

<sup>(21)</sup> Le principe de «l'économiseur gagne» est le revers de la médaille du principe du pollueur-payeur. Il a été introduit notamment dans le contexte de la gestion des forêts et de la biodiversité. L'idée à explorer plus avant est de savoir comment nous pourrions créer des incitations à ne pas nuire aux ressources naturelles (par exemple en limitant de manière drastique l'abattage d'une forêt), où les revenus potentiels de la préservation (par exemple en préservant les services écosystémiques) seraient proches ou égaux aux revenus possibles de la surexploitation. Si les deux côtés de la médaille sont combinés (le pollueur paie et l'économiseur gagne), nous pourrions rééquilibrer la façon dont les ressources naturelles sont gérées (et créer une concurrence plus équitable pour ceux qui les préservent).

<sup>(22)</sup> [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/rural2040-vision-week\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/rural2040-vision-week_fr)



## 4. Vers des zones rurales résilientes

© Freepik

### INTRODUCTION

---

### AFFRONTER LES OBSTACLES SOUS-JACENTS À LA RÉSILIENCE DES ZONES RURALES

---

### EXPLOITER LES FORCES DES ZONES RURALES

---

### VERS UN RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES ZONES RURALES

---

#### PAR ALESSANDRA FAGGIAN

---

Alessandra Faggian est vice-rectrice, directrice des sciences sociales et professeure d'économie appliquée à l'Institut des sciences de Gran Sasso. Elle est corédactrice du *Journal of Regional Science* et ancienne rédactrice de *Papers in Regional Science*. Alessandra est vice-présidente de la Società Italiana di Economia et a été présidente du North American Regional Science Council (NARSC). Elle est membre du conseil d'administration de l'Associazione Italiana di Scienze Regionali et de la Western Regional Science Association. Elle est coauteure de plus de 90 publications universitaires. Alessandra a remporté la Moss Madden Memorial Medal en 2007, le Geoffrey Hewings Award attribué en 2015 par le NARSC et le prix du meilleur scientifique régional européen décerné en 2020 par la European Regional Science Association.



## INTRODUCTION

Les zones rurales ont été et seront soumises à toutes sortes de chocs économiques, sociaux et environnementaux. La pandémie de COVID-19 a non seulement mis en évidence certaines faiblesses et certains facteurs de risque spécifiques, mais elle a également montré qu'il était important de renforcer la résilience de manière plus générale sur tous les fronts. La propagation géographique de la crise de la COVID-19 est très inégale dans l'espace. Dans de nombreux pays, notamment en Europe, ce ne sont pas seulement les grandes zones

urbaines densément peuplées qui ont été touchées. Les villes de petite ou moyenne taille ont également été fortement touchées<sup>(1)</sup>, enregistrant le plus grand nombre de cas par habitant. Ce sont toutefois les zones métropolitaines et urbanisées qui ont suscité le plus d'attention dans le débat mené dans les milieux universitaire et politique sur la pandémie. À l'inverse, les incidences de la pandémie dans les zones rurales ont été peu étudiées<sup>(2)</sup>. Cette omission est problématique, car des données récentes ont montré que, si les communautés

rurales présentent certains avantages, elles sont également très sensibles à la COVID-19<sup>(3)</sup>. De plus, elles représentent souvent les populations les plus vulnérables du point de vue social et économique, qui résistent moins bien aux effets à moyen ou long terme d'un choc exogène de cette ampleur. Cette vulnérabilité s'explique par différents facteurs, qui seront étudiés dans les pages suivantes. Tous ces facteurs doivent être pris en considération afin que les zones rurales soient plus résilientes à l'avenir.

## AFFRONTER LES OBSTACLES SOUS-JACENTS À LA RÉSILIENCE DES ZONES RURALES

D'une part, comme il est apparu lors des séances d'ouverture de la Semaine de la vision rurale 2021<sup>(4)</sup>, les zones rurales sont soumises à des pressions de longue date, à savoir le dépeuplement, l'émigration, le vieillissement de la population et l'accès limité aux services et aux infrastructures. Il en résulte qu'elles sont particulièrement exposées aux changements brusques ou à tout type de catastrophe. Comme elles sont depuis longtemps en proie à des perturbations prolongées dues à la périurbanisation, souvent appelée «combustion lente», des chocs tels que des catastrophes naturelles ou des récessions économiques pourraient modifier de manière irréversible leurs trajectoires de développement. Les perturbations «chroniques» ont en fait un effet corrosif sur la capacité d'adaptation des lieux, et les conséquences d'une perturbation «aiguë» peuvent pousser un

système régional, déjà mis sous pression par des difficultés à évolution lente, à son «point de basculement», entraînant un déclin rapide et soudain. Les conséquences économiques négatives, sévères et persistantes de la pandémie affecteront de manière disproportionnée<sup>(5)</sup> les personnes vivant dans des endroits défavorisés ou périphériques.

D'autre part, un nombre croissant d'arguments ont commencé à émerger, remettant en question les conséquences d'une concentration urbaine et d'une densité de population toujours plus grandes. Ceux qui partagent cette position défendent la nécessité de repenser nos villes<sup>(6)</sup> et de réfléchir aux potentialités et aux freins de la poursuite d'autres modes d'urbanisation, tout en reconsidérant également les zones rurales et leurs atouts. En ce sens, selon des experts de différents domaines, l'urgence actuelle de la COVID-19 pourrait

ouvrir des perspectives pour les zones rurales, qui deviennent des destinations attrayantes pour la relocalisation, soit temporairement, soit même définitivement. Elles peuvent compter sur une faible densité de population, une abondance d'espace et un environnement de qualité. Ces caractéristiques ont peut-être relégué les zones rurales en marge du développement économique jusqu'à présent, mais, au moins dans la phase d'urgence actuelle, elles pourraient représenter un avantage par rapport à la concentration urbaine.

S'il est vrai que de nouvelles perspectives pourraient potentiellement s'ouvrir pour les zones rurales, nous devons être conscients que les facteurs mêmes à l'origine de leur abandon progressif dans de nombreuses régions d'Europe sont précisément ce qui les rend plus vulnérables face à une menace de pandémie: les obstacles vieux de plusieurs décennies inhérents à la détérioration de

(1) Bailey, D., Clark, J., Colombelli, A., Corradini, C., De Propris, L., Derudder, B., Fratesi, U., Fritsch, M., Harrison, J., Hatfield, M., Kemeny, T., Kogler, D. F., Lagendijk, A., Lawton, P., Ortega-Argilés, R., Iglesias Otero, C., et Usai, S., «Regions in a time of pandemic», publié dans *Regional Studies*, 54(9), p. 1163-1174, 2020 (<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/00343404.2020.1798611>).

(2) Muellera, J. T., McConnell, K., Berne Burow, P. B., Pofahl, K., Merdjanoff, A. A. & Farrell, J., «Impacts of the COVID-19 pandemic on rural America», publié dans les PNAS, 118(1), p. 1-6, 2021 (<https://www.pnas.org/content/118/1/2019378118>).

(3) Peters, D. J., «Community Susceptibility and Resiliency to COVID-19 Across the Rural-Urban Continuum in the United States», publié dans *The Journal of Rural Health*, 36(3), p. 446-456, 2020 (<https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/32543751/>).

(4) [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/rural2040-vision-week\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/events/rural2040-vision-week_fr)

(5) Bailey et al., op. cit.

(6) Cotella, G., Vitale Brovarone, E., «Questioning urbanisation models in the face of Covid-19», publié dans *Tema, Journal of Land Use, Mobility and Environment, Special Issue, Covid-19 vs City-20*, p. 105-118, 2020 (<http://www.tema.unina.it/index.php/tema/article/view/6913>).

la quantité et de la qualité des services essentiels, à savoir la santé et l'éducation, l'accès limité à l'internet, ainsi que la dépendance croissante à l'égard des nœuds urbains, où les services de base nécessaires sont accessibles. Par conséquent, les nouveaux obstacles que la COVID-19 oppose aux communautés rurales ne font qu'exacerber les difficultés à long terme. Remédier à ces difficultés à long terme doit par conséquent être un élément important de toute stratégie visant à renforcer la résilience des zones rurales.

Il est inutile de souligner les raisons pour lesquelles l'**accès aux services de santé** est devenu absolument indispensable de nos jours: la proximité des hôpitaux et la possibilité de recevoir des soins et une assistance adéquats et rapides en temps ordinaire ont toujours été un point essentiel du débat sur l'habitabilité des zones rurales, et c'est particulièrement vrai à une époque où les épidémies risquent de devenir de plus en plus fréquentes. Le **système scolaire** constitue aussi, dans de nombreux cas, un point faible dans ces régions et doit être renforcé et innové, y compris au niveau de la numérisation et des supports technologiques, en raison de l'enseignement massif à domicile, tant pour les enfants qui y vivent que pour les nouveaux résidents potentiels. Dans le cas de professionnels souhaitant s'installer dans une région éloignée en exploitant la possibilité du télétravail, les éléments qu'ils prendront en considération dans leur choix de relocalisation comprendront certainement la qualité de l'enseignement local et des services de soutien aux parents.

La crise de la COVID-19 comporte également une importante **composante sexospécifique**. Ses effets à court terme ont déjà montré que les femmes avaient été particulièrement touchées. Si rien n'est entrepris, les effets potentiels à long terme de cette pandémie risquent de toucher de manière disproportionnée la population féminine. Les secteurs économiques les plus touchés par cette pandémie étaient des secteurs de services où les contacts en face à face étaient fréquents. Ces secteurs emploient plus de femmes que d'hommes. Plus important encore, la fermeture des écoles et des garderies a accru les responsabilités en matière de

garde d'enfants, dont la charge incombe traditionnellement davantage aux femmes, les obligeant à renoncer à un travail rémunéré. Cette problématique pourrait être particulièrement importante dans les zones rurales, où, même en temps normal, les taux d'emploi des femmes sont plus faibles que dans les villes. Il en va de même pour l'offre de structures d'accueil pour les enfants, en raison de l'absence d'une masse critique suffisante dans les zones à faible densité.

D'autres **vulnérabilités du marché du travail** sont liées à certaines particularités du contexte rural et du secteur agricole. Premièrement, un nombre plus important d'emplois ne peuvent être

exécutés à distance. Deuxièmement, il existe une fraction plus importante de microentreprises, plus susceptibles de manquer à leurs obligations en cas de crise économique. Troisièmement, le travail informel, également en réaction à des conditions économiques moins favorables, est plus courant. Les travailleurs du marché noir ne peuvent pas bénéficier d'une aide au paiement liée à la crise. De plus, les travailleurs en situation irrégulière ne sont pas recensés dans les statistiques officielles, d'où le risque plus important de sous-estimer les conséquences réelles de la crise de la COVID-19 dans les zones rurales, notamment en ce qui concerne les pertes d'emplois et la pauvreté. Financé par le



© Freepik

#### SITE WEB «WORK HARVEST» DE PLACEMENT D'EMPLOIS DANS LE SECTEUR AGRICOLE (HONGRIE)

En réponse à la crise de la COVID-19, le réseau rural national hongrois a créé un site web en recourant à la mesure 20 (assistance technique) du programme de développement rural hongrois. L'objectif du projet était de mettre en relation des agriculteurs et des producteurs avec des travailleurs potentiels. Dans le but de sauver la récolte de fruits et légumes saisonniers de 2020, le site web a aidé les fournisseurs de la chaîne alimentaire, les producteurs de denrées alimentaires et les entrepreneurs à trouver rapidement les bons travailleurs. L'urgence de la situation a laissé peu de temps pour conceptualiser et mettre en œuvre la plateforme. Pourtant, près de 350 demandeurs d'emploi et plus de 50 fournisseurs de travail se sont inscrits sur la plateforme, et près de 500 offres d'emploi ont été publiées. Le site est constamment mis à jour et l'objectif à long terme est de le maintenir actif même après la fin de la crise du coronavirus. Cela démontre comment une mesure d'urgence peut devenir structurelle et combler une lacune préexistante rendue plus saillante par la crise.

[https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/covid19-work-harvest-website-jobplacement-agricultural-sector\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/covid19-work-harvest-website-jobplacement-agricultural-sector_fr)

Feader, le projet «COVID-19: site web "Work Harvest" de placement d'emplois dans le secteur agricole en Hongrie» (voir l'encadré à la page 24) s'attaque efficacement à ce problème en mettant en relation les

entreprises agricoles proposant des emplois et les demandeurs d'emploi.

Enfin, la **structure économique spécialisée** des régions rurales les rend particulièrement exposées aux chocs économiques liés à la

COVID-19. Il existe une forte dépendance à l'égard des industries qui sont très sensibles aux restrictions de mobilité liées à la pandémie, comme les loisirs de plein air et le tourisme.

## EXPLOITER LES FORCES DES ZONES RURALES

Les mesures de confinement pourraient également ouvrir de nouvelles perspectives pour les zones les plus reculées, car elles sont perçues comme facilitant la distanciation sociale et accessibles en voiture, ce qui évite l'usage des transports publics (7). Il pourrait en résulter une augmentation de la demande à court terme de cadres naturels proches et une hausse du nombre de visiteurs nationaux. Certains petits villages ruraux ont mis au point des stratégies de valorisation des régions dans le but de saisir les possibilités résultant d'un changement plus ou moins volontaire des préférences des consommateurs dans les domaines du tourisme et du travail. Un exemple nous vient de Toscane, où la petite municipalité de Santa Fiora se présente comme le premier village de travail intelligent d'Italie (voir l'encadré sur cette page), offrant des incitations aux télétravailleurs qui s'y installent temporairement.

L'esprit communautaire qui existe dans de nombreuses zones rurales et la tradition du bénévolat ont également donné lieu à de nombreux exemples inspirants de réponses locales à la pandémie (8).

Le travail à domicile pourrait rendre les zones non urbaines plus attrayantes, des déplacements moins fréquents rendant plus acceptables des déplacements occasionnels plus longs. Se pose alors la question suivante: les zones rurales sont-elles équipées pour cela? La **réduction de la fracture numérique** (tant sur le plan des infrastructures que des compétences — voir l'article sur le «numérique» à la page 11) et la **réduction de la dépendance à l'égard de la voiture** sont des conditions préalables essentielles et

des priorités absolues sur le plan politique. Pour promouvoir des déplacements durables entre le domicile et le lieu de travail, ou des flux de mobilité durables en général, contribuant en fin de compte

à une transition écologique juste, il convient d'envisager des solutions novatrices et respectueuses de l'environnement pour les systèmes de mobilité régionaux.



© Vivi in Paese

### LE VILLAGE DE TRAVAIL INTELLIGENT DE SANTA FIORA SUL MONTE AMIATA (ITALIE)

De plus en plus de villages en Europe encouragent les initiatives visant à attirer de nouveaux télétravailleurs. Parmi eux, le petit village toscan de Santa Fiora sul Monte Amiata (province de Grosseto), qui ambitionne de devenir le premier village de travail intelligent d'Italie, sort du lot.

Le village, qui a récemment été équipé du haut débit ultrarapide, offre la possibilité de s'y installer pour travailler et vivre dans la tranquillité des montagnes toscanes. Le village de travail intelligent est ouvert à tous les travailleurs, qu'ils soient salariés du secteur public ou privé, ainsi qu'aux travailleurs indépendants, tels que les freelances et les artisans. La nouvelle stratégie de marketing territorial prévoit une série d'incitations. Par exemple, la municipalité couvre une partie du loyer pour ceux qui décident de rester à Santa Fiora pendant plus de deux mois. Elle a également créé le site web «Vivi in paese», qui fournit des informations sur les locations dans la région, mais aussi sur les services tels que les restaurants, les pharmacies, les services de garde d'enfants, les offices de tourisme, etc.

<https://santaforaturismo.it/santa-fiora-lancia-lo-smart-working-village-incentivi-sullaffitto-per-i-lavoratori-che-scelgono-il-paese/>

(7) Bailey et al., op. cit.

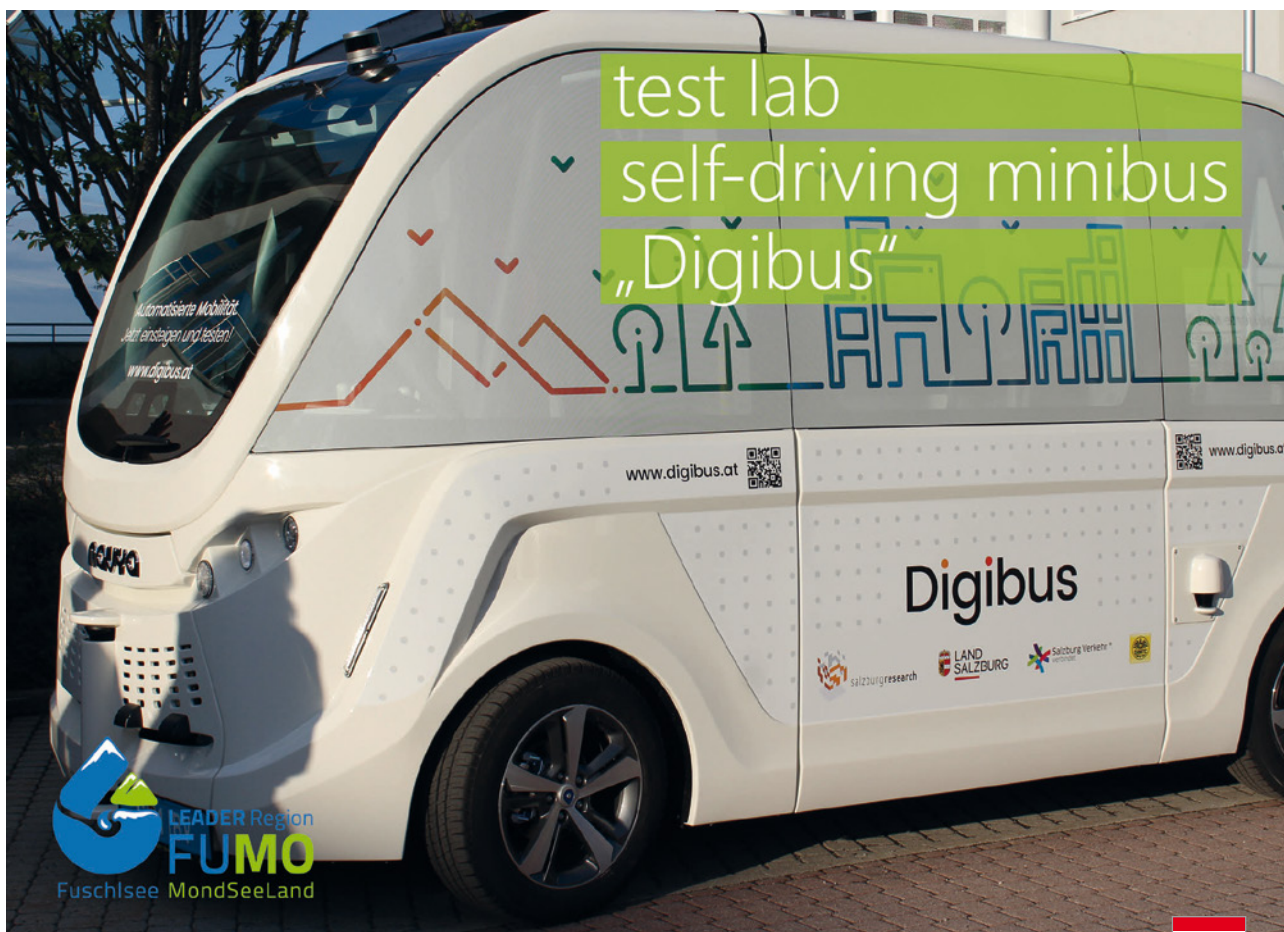
(8) [https://enrd.ec.europa.eu/rural-responses-covid-19-crisis\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/rural-responses-covid-19-crisis_fr)

Le projet «FUMOBil — Plan directeur régional pour l'avenir de la mobilité» (voir l'encadré sur cette page) a montré, en repensant l'offre de transports publics dans une région rurale autrichienne, comment la coordination et l'inclusion peuvent réduire l'utilisation des véhicules motorisés privés, améliorant ainsi le bien-être des populations vulnérables. En outre, l'attrait de la région pourrait également

être renforcé auprès des télétravailleurs, notamment ceux qui sont soucieux du respect de l'environnement.

Une dernière question cruciale se pose: dans quelle mesure la «situation actuelle» est-elle appelée à perdurer? Nous ne pouvons pas prédire à ce jour si les changements induits par la COVID-19 dans les préférences des citoyens deviendront

structurels, soutenant une demande à long terme. Ce que nous pouvons dire, même en partant du principe que les zones rurales peuvent être viables, ou même, à certains égards, bénéficier de la situation actuelle, c'est que les problèmes structurels susmentionnés doivent être résolus pour qu'elles puissent concurrencer les centres urbains, surtout dans un monde de l'après-pandémie.



© FUMOBil

### FUMOBIL — PLAN DIRECTEUR RÉGIONAL POUR L'AVENIR DE LA MOBILITÉ (AUTRICHE)

Dans de nombreuses zones rurales, les services essentiels, dont la mobilité, sont souvent inadaptés en raison de l'absence de masse critique. C'était le cas de l'offre de transports publics dans la région des lacs Fuschlsee et Mondsee («région FUMO») en Autriche. Les lieux de travail et de loisirs étaient difficiles d'accès par les transports publics en raison de la rareté des arrêts de bus et des longs temps d'attente pour les résidents. En conséquence, pour des raisons de commodité et d'accessibilité, l'utilisation des transports motorisés privés s'est accrue, contribuant ainsi aux émissions liées aux transports et à un système de mobilité non durable et non accessible à tous.

Une partie de ce projet financé par le Feader consistait à élaborer, au cours des années 2016 et 2017, un plan directeur pour la mise en place d'un système de mobilité durable et respectueux de l'environnement pour 17 communautés de la région FUMO. Le projet a conduit à la création d'un plan de transport durable spécifique à la région, fondé sur des données, qui a permis d'améliorer la coordination et de cibler les populations vulnérables à mobilité réduite. Un facteur essentiel de la réussite du projet a été la participation des citoyens. Ces derniers ont été invités à donner leur avis sur les lacunes et les besoins que le nouveau système de mobilité devrait combler, mais également sur la manière dont celui-ci devrait être conçu.

Le projet a remporté les «Rural Inspiration Awards 2020» dans la catégorie «Atténuation du changement climatique».

[https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/fumobil-regional-masterplan-future-mobility\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/fumobil-regional-masterplan-future-mobility_fr)

## VERS UN RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES ZONES RURALES

Pour s'adapter au changement et résister à la crise actuelle et aux éventuelles crises futures, les zones rurales doivent accélérer la résolution des problèmes de longue date susmentionnés, qui sont à l'origine de leur marginalisation et qui ont conduit à la perte de population, et contrecarrer les forces centrifuges. En substance, pour que les environnements ruraux soient résilients face à ce choc, le nouveau défi consiste à surmonter les anciens obstacles une fois pour toutes. Pour améliorer les conditions de vie dans les zones reculées, il faut des politiques visant à contrer les forces qui poussent les citoyens à quitter les zones rurales et celles qui les attirent vers les villes, dans le cadre

d'un cycle vertueux d'interaction entre les zones urbaines et les zones rurales. Les zones rurales sont particulièrement vulnérables aux conséquences de la pandémie. Comme l'a souligné Enrique Garcilazo, de l'OCDE, dans son résumé des messages clés de la Semaine de la vision rurale <sup>(9)</sup>, des politiques globales sur mesure sont nécessaires pour rendre les zones rurales résilientes. À cette fin, il existe un besoin évident de connaissances étayées par des données factuelles. Si l'on n'y remédie pas, le manque de connaissances sur les spécificités des effets de la pandémie sur les environnements ruraux, en raison du parti pris urbain, pourrait aboutir à la création de politiques

de relance mal informées et inefficaces pour les zones rurales.

Une réflexion pénétrante entendue lors de la Semaine de la vision rurale soutient que la résilience des zones rurales et les stratégies adaptées à l'environnement mises en place à cet effet ont besoin d'une diversité: de personnes, d'activités économiques, et de voix. L'intégration de toutes les parties, la diversification de l'économie et une large participation à la définition du programme des politiques et à l'autonomisation des communautés rurales, souvent absentes des réseaux décisionnels, sont des éléments fondamentaux pour que les zones rurales s'adaptent au changement et prospèrent.

### Semaine de la vision rurale

#### RECOMMANDATIONS FORMULÉES LORS DE L'ATELIER «VERS DES ZONES RURALES RÉSILIENTES» ORGANISÉ À L'OCCASION DE LA SEMAINE DE LA VISION RURALE

- Éviter la spécialisation à l'extrême et la dépendance à l'égard d'un petit nombre d'activités et renforcer la diversité et la diversification rurales.
- Des investissements continus sont nécessaires pour préparer les communautés rurales à s'adapter au changement et à améliorer la connectivité et le travail en réseau à tous les niveaux (local, régional, national et de l'UE).
- L'incitation des jeunes à rester dans les zones rurales et l'adoption d'une attitude inclusive dans l'accueil des nouveaux arrivants peuvent contribuer à redynamiser les communautés rurales.

<sup>(9)</sup> [https://enrd.ec.europa.eu/sites/default/files/1-joseenrique-garcilazo-ppt1-pl2-day5\\_0.pdf](https://enrd.ec.europa.eu/sites/default/files/1-joseenrique-garcilazo-ppt1-pl2-day5_0.pdf)



## 5. Vers des zones rurales équitables et inclusives

© Freepik

### INTRODUCTION

---

### DE LA PAUVRETÉ À L'EXCLUSION — IMPLICATIONS POUR LES ZONES RURALES

---

### ACCÈS AUX SERVICES ET À LA MOBILITÉ

---

### LES FEMMES

---

### LES MIGRANTS

---

### VERS DES ZONES RURALES QUI FAVORISENT DAVANTAGE L'ÉGALITÉ ET L'INTÉGRATION DES CITOYENS

---

#### PAR SALLY SHORTALL

---

La professeure Sally Shortall est titulaire de la chaire d'économie rurale du duc de Northumberland à l'université de Newcastle. Elle est bien connue pour ses travaux de recherche dans le domaine des sciences sociales rurales en général et plus particulièrement pour ses travaux sur la question du genre et l'agriculture. Elle mène actuellement des travaux de recherche sur les femmes entrepreneures dans les entreprises agricoles anglaises et sur le rôle futur des salles des fêtes rurales dans la connexion numérique des communautés rurales éloignées.

Sally a été élue deux fois à la présidence de la Société européenne de sociologie rurale et est actuellement présidente élue de l'International Rural Sociology Association, ainsi que membre de l'Academy of Social Sciences.

Twitter: [@sally\\_shortall](https://twitter.com/sally_shortall)

## INTRODUCTION

À bien des égards, l'UE fait figure d'exemple dans son engagement à tenter de garantir un avenir où les zones rurales favorisent l'égalité et l'intégration des citoyens. Cet engagement a vu le jour dans les années 90. L'engagement à lutter contre l'exclusion sociale est inscrit dans le traité de Maastricht et dans les objectifs des Fonds européens structurels et d'investissement. La direction générale

de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion est chargée de surveiller la pauvreté et l'inclusion sociale. Depuis 2007, les programmes de développement rural de l'UE prévoient également des priorités de promotion de l'inclusion sociale, de réduction de la pauvreté et de développement économique dans les zones rurales. Dans la pratique, à travers l'Europe, presque tous les partenariats de développement rural établis depuis les

années 90 ont trait à l'exclusion sociale et à la volonté de favoriser l'inclusion sociale. L'émergence d'un engagement en faveur de l'inclusion sociale dans les zones rurales au niveau de l'UE et des États membres n'est pas sans rapport, et l'influence de l'UE en faveur de l'inscription de l'inclusion sociale dans les zones rurales dans les programmes nationaux ne doit pas être sous-estimée.

## DE LA PAUVRETÉ À L'EXCLUSION — IMPLICATIONS POUR LES ZONES RURALES

Lorsque le terme «exclusion sociale» est apparu dans les années 90, un débat a eu lieu sur la manière dont il était lié à la pauvreté et sur la question de savoir s'il ne se confondait pas simplement avec l'idée de pauvreté. L'exclusion sociale a trait au manque d'accès à une série de droits des citoyens, ou au déni de ceux-ci, tels que des soins de santé adéquats ou la réussite scolaire, ainsi qu'à un manque d'intégration dans la société, en raison d'un pouvoir limité, ou à la capacité à participer à la prise de décisions politiques. Ce «problème» est généralement perçu comme une ouverture insuffisante des structures politiques et de gouvernance pour permettre leur participation. Ce constat est particulièrement vrai pour les zones rurales.

Il n'est pas surprenant que le concept soit apparu en France. Les Français n'étaient pas à l'aise avec l'approche anglo-saxonne de l'étude de la pauvreté, qui se concentre principalement sur les questions de distribution, c'est-à-dire le manque de ressources à la disposition d'un individu ou d'un ménage. L'exclusion sociale est comprise comme étant principalement axée sur les «problèmes relationnels», ou, en d'autres termes, sur la faible intégration sociale, le manque de participation et l'impuissance, ses racines se trouvant dans l'idée républicaine française des droits universels. Avec le temps, on se rend de plus en plus compte que la pauvreté est

souvent à l'origine de l'exclusion sociale de nombreuses personnes. Toutefois, dans le cas des zones rurales, leur éloignement, leur démographie et leur accès restreint aux services essentiels (qui sont des facteurs majeurs de l'inclusion sociale, par exemple les services sociaux, les soins de santé) et aux marchés du travail peuvent également

avoir une incidence sur certains groupes et limiter leurs possibilités d'inclusion.

L'accès des citoyens ruraux à une série de droits fondamentaux est limité de plusieurs façons. Tous ces éléments doivent être pris en considération pour construire un avenir où les zones rurales n'écartent personne.



© Freepik

## ACCÈS AUX SERVICES ET À LA MOBILITÉ

Les pressions exercées pour réduire les dépenses publiques et le nombre réduit et plus dispersé d'utilisateurs dans les zones rurales ont conduit à la concentration de nombreux services publics et privés de base dans les grands centres de population. En conséquence, de nombreux résidents ruraux estiment qu'il est nécessaire d'avoir accès à une voiture pour bénéficier de ces services, et cela peut

constituer un obstacle à la participation aux activités sociales et culturelles pour les jeunes qui n'ont pas les moyens de s'offrir une voiture ou pour les personnes âgées qui ont des difficultés à conduire, ce qui risque d'accroître leur isolement. Les initiatives de développement rural continuent d'apporter des solutions novatrices pour renforcer l'inclusion en créant les conditions propices à la

fourniture de services accessibles et abordables dans les zones rurales, ainsi que de nouvelles solutions de mobilité pour les aider à accéder à ces services ailleurs. Le service d'autopartage de Villeroque-Termenès, en France, présenté ci-dessous, est un excellent exemple de collaboration communautaire permettant de résoudre les problèmes d'accès à une voiture et de garantir la durabilité environnementale.



© Mairie de Villeroque-Termenès

### SERVICE MUNICIPAL D'AUTOPARTAGE D'UN VÉHICULE ÉLECTRIQUE (FRANCE)

Villeroque-Termenès est un petit village de 140 habitants, situé au centre du massif des Corbières, dans le sud de la France. Compte tenu, d'une part, de l'éloignement géographique et de la distance des petits commerces d'alimentation et des supermarchés, et, d'autre part, de la coexistence d'une population jeune aux revenus modestes et d'une population vieillissante ayant des difficultés à conduire, la municipalité a décidé de lancer une initiative citoyenne afin d'acheter un véhicule électrique pour ses habitants. Le village disposait déjà d'une borne de recharge électrique, mais elle était loin d'être pleinement utilisée. En 2017, les représentants de la municipalité ont cherché à obtenir un soutien financier.

La mesure 19 [soutien en faveur du développement local au titre de Leader (DLAL)] du programme de développement rural de la région Midi-Pyrénées a permis de financer 63 % de l'investissement dans le véhicule et trois années de frais de fonctionnement. Les collectivités locales et régionales ont financé 15 % du projet, le village finançant le reste. Le véhicule électrique est devenu disponible à la location durant l'été 2018. L'initiative rencontre un grand succès, puisque le véhicule est réservé 10 demi-journées par semaine et parcourt jusqu'à 30 000 kilomètres par an, la moitié des habitants bénéficiant de ce service. Une personne est employée pour nettoyer et entretenir le véhicule. Le projet a eu des incidences positives sur l'environnement. La mise en commun de ce véhicule électrique et l'utilisation élevée compensent les incidences de la batterie sur l'environnement. Une initiative similaire a été lancée à Plœuc-L'Hermitage, une petite ville de la région française de Bretagne, qui compte désormais trois véhicules électriques mis en partage.

Le projet a été finaliste des «Rural Inspiration Awards 2021».

[https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/municipal-electric-cars-sharing-service-france\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/municipal-electric-cars-sharing-service-france_fr)





© Freepik

### DE LA TOISON À LA ROBE (ESPAGNE)

Fademur Ávila est une association espagnole qui défend les droits et les intérêts des femmes des communautés rurales. L'activité principale de l'association est de fournir des formations permettant d'améliorer la situation économique et professionnelle des femmes. L'association organise un grand nombre de cours, principalement liés à l'agriculture et à l'élevage, dans différents endroits de la province d'Ávila (centre de l'Espagne). Elle propose également des cours sur les nouvelles technologies.

L'association a décelé un intérêt local pour le traitement de la laine, une activité traditionnelle dans la région, mais actuellement en déclin. Avec le soutien du Feader, le projet visait à favoriser une nouvelle activité économique par la formation dans une zone souffrant de dépeuplement.

La formation a remporté un franc succès, 44 personnes y ayant participé. À la suite de cette formation, plusieurs participants ont suivi une formation complémentaire afin de fonder leur propre entreprise. Le projet se poursuit, car une demande a été formulée pour une formation plus spécifique sur le traitement de la toison, les techniques de filage de la laine, ainsi que sur les métiers à tisser horizontaux et verticaux. Il existe un grand potentiel de création de valeur ajoutée en utilisant les sous-produits du secteur primaire (dans le cas présent, la laine) pour parvenir à une économie durable.

Le projet démontre l'importance de la formation comme base pour stimuler l'entrepreneuriat féminin qui contribue à maintenir la population dans les zones rurales.

[https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/fleece-dress-workshop-using-product-livestock\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/fleece-dress-workshop-using-product-livestock_fr)

## LES FEMMES

Certaines difficultés particulières sont plus fréquemment rencontrées par les femmes du monde rural. Les femmes sont très sous-représentées dans le secteur agricole et il est rare qu'elles héritent de terres, qu'elles aient accès à des crédits financiers ou qu'elles reçoivent une formation agricole. Pour parvenir à des zones rurales qui favorisent davantage l'égalité et l'intégration de ces femmes, de multiples mesures seront

nécessaires, dont des politiques visant à remettre en question les préjugés inconscients et les barrières culturelles, ainsi que des initiatives locales soutenant le rôle des femmes dans l'industrie et encourageant davantage de femmes à occuper des postes de décision. Dans certaines régions d'Europe, les femmes connaissent également des niveaux de chômage plus élevés et, par conséquent, des niveaux de rémunération et de

pension plus faibles que leurs homologues masculins ou les femmes vivant en milieu urbain, ce qui entraîne une moindre indépendance économique. Le projet espagnol illustré ci-dessus constitue un bon exemple de la manière dont les petites associations peuvent efficacement assurer la formation des femmes et stimuler de nouvelles activités économiques dans les zones rurales.

## LES MIGRANTS

Dans de nombreuses régions d'Europe, les zones rurales se sont diversifiées avec l'arrivée massive de migrants de pays tiers à la recherche d'emplois dans l'agriculture. Souvent, les migrants ne sont pas traités équitablement par les employeurs ou ne sont pas inclus dans la vie de la communauté rurale. Des politiques et des législations qui protègent

les droits des travailleurs migrants, ainsi que des réglementations qui punissent les employeurs qui violent ces droits, seront nécessaires pour parvenir à des zones rurales plus équitables et plus inclusives. Les communautés rurales devront également prendre des initiatives actives afin d'embrasser la diversité et de favoriser l'inclusion. L'initiative originale «World City»

lancée par les habitants du Miselerland, une zone transfrontalière entre le Luxembourg, la France et l'Allemagne, constitue un excellent exemple de la manière de promouvoir les avantages de la diversité culturelle et de favoriser l'inclusion (voir l'encadré ci-dessous).



© Freeptik

### WORLD CITY — MISELERLAND (LUXEMBOURG-FRANCE-ALLEMAGNE)

La région Leader du Miselerland fait partie de la région luxembourgo-franco-allemande et est mondialement connue pour sa ville emblématique, Schengen, où le premier accord européen sur une politique commune des visas a été signé en 1985. La région attire de nombreux migrants. Dans les zones rurales du Miselerland, 40 % de la population est originaire d'autres pays et plus de 120 nationalités sont représentées. Cette grande diversité au sein d'une communauté rurale de 40 000 habitants représente à la fois un atout et un défi pour une cohabitation pacifique, ouverte et respectueuse.

«World City» est un sous-projet d'un programme d'inclusion sociale plus large baptisé «Moselle Diversity». L'objectif principal de «World City» était de promouvoir les avantages de la diversité culturelle auprès des enfants âgés de 7 à 12 ans en invitant des enfants de familles de réfugiés à participer à des activités récréatives. Pendant deux semaines en été, un centre de loisirs a été aménagé en «World City», un centre multiculturel gratuit pour plusieurs centaines d'enfants de la région. La World City est divisée en continents, pays et régions, reflet des multiples origines des enfants. En jouant ensemble, les enfants ont acquis de l'expérience et des connaissances dans de nombreux domaines différents. Un jeu de rôle leur a permis, en voyageant d'un continent à l'autre avec leur atelier et leurs thématiques, de devenir tour à tour un habitant, un touriste, un réfugié, un diplomate, etc.

Quelque 300 enfants des différentes municipalités de la région du Miselerland ont participé chaque jour, avec une moyenne de 10 % d'enfants réfugiés. Pour les jeunes de la région, c'était l'occasion de mieux comprendre les difficultés liées à la diversité, à la migration et à l'inclusion.

[https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/world-city-miselerland-promoting-social-inclusion\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/world-city-miselerland-promoting-social-inclusion_fr)

## VERS DES ZONES RURALES QUI FAVORISENT DAVANTAGE L'ÉGALITÉ ET L'INTÉGRATION DES CITOYENS

Des politiques, des législations, des réglementations et la prise en compte des barrières culturelles seront nécessaires pour parvenir à des zones rurales équitables et inclusives. Pour ce faire, une action au niveau des communautés, des États et de l'UE sera nécessaire. Un excellent modèle existe déjà, l'engagement de l'UE en faveur de l'inclusion étant énoncé dans les documents stratégiques et l'initiative Leader, par l'intermédiaire des groupes d'action locale, acteurs majeurs au niveau communautaire. Les groupes d'action locale joueront un rôle important pour continuer à façonner l'avenir que nous souhaitons pour l'Europe.

Il sera également important, lors de l'examen des groupes qui ont besoin de soutien pour être inclus, de veiller à ne pas essentialiser ni normaliser les personnes.

Classer les groupes de manière uniforme, en présumant qu'ils ont tous les mêmes caractéristiques, comme le font parfois les politiques, peut conduire à la discrimination et laisser penser qu'ils sont simplement moins capables en tant que groupes. Nous devons nous assurer que nous considérons les individus aussi bien que les catégories.

Nous avons également appris au fil des ans que le simple fait d'avoir un nombre de personnes représentées ne constituait pas en soi une preuve suffisante d'inclusion. Les personnes doivent se sentir capables de participer pleinement et ne pas être exclues par les différentes relations de pouvoir. Parvenir à des zones rurales équitables et inclusives est un objectif difficile et complexe, mais si nous adoptons une approche stratégique globale qui aborde toutes les questions susmentionnées, nos chances de réussite

seront plus grandes. Nous devons garantir des politiques équitables, protéger les droits de l'homme, mettre en place des stratégies de lutte contre les barrières culturelles et veiller à maintenir l'approche Leader qui permet aux communautés de déterminer leurs besoins locaux et d'y répondre.

### Semaine de la vision rurale

#### RECOMMANDATIONS FORMULÉES LORS DE L'ATELIER «VERS DES ZONES RURALES ÉQUITABLES ET INCLUSIVES» ORGANISÉ À L'OCCASION DE LA SEMAINE DE LA VISION RURALE

Les participants ont fait état des besoins suivants:

- Des services accessibles, des espaces communautaires flexibles, des activités d'animation et de facilitation, un changement des mentalités, des législations et des cultures institutionnelles à tous les niveaux permettant des solutions novatrices.
- Une gouvernance solidaire et attentive aux besoins de chacun, des actions de sensibilisation, un développement des compétences et une information accessible pour permettre la participation des citoyens et la coopération entre les secteurs public et privé.
- Un travail en réseau ainsi qu'une collecte et un partage d'éléments de preuve, de données, d'informations et d'exemples de bonnes pratiques.



## 6. Réflexions finales

© Freepik

### PAR BILL SLEE

Bill Slee est un chercheur en développement rural et un activiste communautaire dans la région rurale de l'Aberdeenshire, en Écosse. Il a travaillé sur la diversification de l'économie rurale, l'évaluation des politiques et l'innovation sociale. Il manifeste un intérêt particulier pour les énergies renouvelables, les systèmes alimentaires durables et la transition verte. Il a publié de nombreux articles dans ces domaines. Ces dernières années, ses travaux ont privilégié la pratique par rapport à la théorie.

Après avoir travaillé pendant une quarantaine d'années dans le milieu universitaire, la recherche, le conseil et le secteur tertiaire, j'ai applaudi l'initiative de la Commission européenne visant à définir une vision à long terme par divers moyens de participation, comme décrit dans le premier article (page 6). La reconnaissance des difficultés posées par un avenir incertain et difficile et la recherche d'une plus grande résilience doivent être intégrées dans la conception des politiques. Si cette conception n'était qu'une procédure descendante, sa mise en œuvre serait compromise dès le départ.

Au cours des 200 dernières années, l'économie européenne a été transformée par les innovations technologiques pour créer des économies de marché industrielles modernes, mais ce progrès économique a eu un coût élevé. Nous vivons actuellement la sixième grande extinction de la biodiversité dans l'histoire de la Terre et, pour la première fois, l'agent de l'extinction est humain. L'essor économique qui a créé une grande richesse et une expansion urbaine massive a été soutenu par le carbone fossile, dont la combustion fait peser une menace existentielle sur l'humanité en raison du changement rapide du climat et de ses multiples effets néfastes. Nos eaux marines et douces sont polluées à un degré sans précédent. En clair, nos modèles actuels d'utilisation des ressources et nos habitudes de consommation menacent le système de survie de la planète. Les régimes réglementaires et les comportements des citoyens et des entreprises s'adaptent beaucoup trop lentement pour remédier à la situation.

Au-delà de la crise environnementale, il existe des crises parallèles liées aux conséquences sociales du changement démographique, à la pauvreté résiduelle de nombreuses régions et aux inégalités spatiales et sociales profondes et durables. En outre, il ne semble pas que ces inégalités spatiales se réduisent. Au contraire, l'OCDE affirme qu'elles se sont accrues au cours de la dernière récession<sup>(1)</sup>. Les inégalités spatiales et

sociales qui existent ne sont pas tant le signe d'une défaillance du marché que le reflet des économies d'agglomération et de l'héritage du déclin structurel dans les endroits moins favorisés, combiné à des normes culturelles spécifiques qui renforcent les mécanismes d'exclusion sociale, comme expliqué dans le cinquième article (page 28).

Les décideurs politiques sont désormais beaucoup plus conscients de l'ampleur de la crise environnementale, comme en témoigne le pacte vert pour l'Europe, qui doit devenir l'élément central de l'architecture de la politique européenne au cours des prochaines décennies et qui constitue «un programme de transformation de l'Europe à tous les niveaux» (troisième article, page 16). L'intégration de l'Europe rurale dans le pacte vert restera un défi. Au cours de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, l'économie rurale au sens large a été quelque peu négligée dans la politique européenne, hormis le solide engagement en faveur de la sécurité alimentaire qui apparaît clairement dans la PAC. Le milieu du XXI<sup>e</sup> siècle sera certainement une époque où la vitalité des zones rurales sera réaffirmée, mais comme étant bien plus que de simples lieux de production d'aliments et de fibre. La pandémie de COVID-19 nous a peut-être donné un aperçu de certaines des composantes de cette nécessaire réévaluation. Elle a également indiqué clairement que pour s'adapter au changement et résister à la crise actuelle et aux éventuelles crises futures, les zones rurales doivent s'attaquer une fois pour toutes à des problèmes de longue date (quatrième article, page 22).

Les pôles urbains ne seront pas seulement alimentés par l'Europe rurale: une grande partie de leur énergie renouvelable proviendra de l'Europe rurale; l'approvisionnement en eau proviendra presque entièrement des zones rurales européennes, en particulier des «châteaux d'eau» des grandes chaînes de montagnes; nombre des activités de loisirs et touristiques de la population se dérouleront dans

l'Europe rurale; et la production durable de biomatériaux proviendra de l'Europe rurale, à mesure que l'économie fondée sur les hydrocarbures sera remplacée par des systèmes de production neutres en carbone. La transformation du mode de fonctionnement actuel de l'économie dans son ensemble n'est pas facultative. Elle est nécessaire. La menace existentielle de la crise climatique doit être jugulée. Il y a vingt ans, les opinions aujourd'hui dominantes sur le caractère non durable du modèle économique actuel étaient considérées comme dénuées d'importance. Elles sont désormais épousées par les plus grands banquiers du monde, comme Mark Carney<sup>(2)</sup>, qui est désormais l'envoyé spécial des Nations unies pour l'action climatique et la finance. Notre système sociotechnique se caractérise toutefois par une énorme inertie, même si, comme l'ont noté de nombreuses voix clairvoyantes, le coût à long terme d'une action tardive risque d'être élevé.

Ces observations constituent la toile de fond du travail d'élaboration de la vision à long terme pour les zones rurales. Elles renforcent l'importance centrale des zones rurales dans la construction d'un monde où la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies peut devenir une réalité.

Dans vingt ans, imaginez que quelqu'un se penche sur les réponses que les politiques apportent actuellement aux difficultés auxquelles nous nous heurtons. Penserait-il que nos priorités étaient globalement correctes en ce qui concerne le pacte vert pour l'Europe et les politiques des premier et deuxième piliers qui encadrent la réponse européenne pour les zones rurales? J'ai le sentiment que cette personne considérera le pacte vert pour l'Europe comme un tournant important qui a commencé à orienter la politique vers les éléments constitutifs d'un avenir durable, mais qu'elle se demandera peut-être à quoi rimait toute cette agitation autour de l'absence de haut débit, en raison de son omniprésence. Elle se demandera peut-être pourquoi nous nous inquiétons de la disponibilité des services alors que

(1) OCDE, «Rural well-being: geography of opportunities», 2020 (<https://www.oecd.org/fr/regional/rural-well-being-d25cef80-en.htm>).

(2) Carney, M., *Value(s): Building a Better World for All*, HarperCollins Publishers, 2021.

des véhicules autonomes à propulsion électrique déposeront nos principaux approvisionnements. Peut-être se demandera-t-elle également pourquoi nous n'avons pas fait davantage pour donner aux citoyens l'énergie et les compétences nécessaires pour apporter des solutions novatrices à des problèmes aussi divers que les soins sociaux aux personnes âgées, les énergies renouvelables, les systèmes alimentaires locaux, de manière à renforcer la justice environnementale et sociale, et pourquoi au contraire les intérêts établis des entreprises ont trop souvent réussi à réduire les subventions publiques, au lieu de nourrir ces jeunes pousses.

Nous ne pouvons pas nier les frustrations légitimes de ceux et celles qui sont confrontés à une baisse significative des services et à une connectivité à l'internet absente ou médiocre. Ces déficiences en matière de services rendent sans aucun doute certaines zones rurales à la fois moins vivables et moins viables économiquement. Le deuxième article (page 11) illustre clairement comment les technologies numériques centrées sur l'humain peuvent renforcer la qualité des services publics et privés et améliorer la prestation de services dans toute une série de secteurs. Pendant la pandémie de COVID-19, nous avons vu que le travail à domicile était devenu la norme pour beaucoup et peut-être qu'un changement à plus long terme a été déclenché. Les zones rurales accessibles et attrayantes ont cessé d'être de simples dortoirs, ouvrant ainsi des perspectives pour des services locaux adaptés à ces nouvelles demandes. Pour ceux et celles qui ne disposent pas actuellement d'une connexion à l'internet, une taxe sur les revenus ou les ventes des entreprises mondiales du secteur des technologies de l'information pourrait résoudre en quelques années le problème de la connectivité à l'internet si elle était affectée à cette fin. Il ne devrait pas s'agir d'une tâche pour les programmes de développement rural, mais d'une question de droits des citoyens.

Quels sont les changements cruciaux nécessaires pour rendre l'Europe rurale plus résiliente d'ici au milieu du XXI<sup>e</sup> siècle? La nécessité non seulement d'atténuer le changement climatique, mais aussi de renforcer les stratégies d'adaptation aux inondations, aux sécheresses et aux températures extrêmes, est au cœur des préoccupations. La perte de biodiversité et d'autres formes de dommages environnementaux, tels que la pollution des eaux, compromettent également la résilience. L'Europe peut montrer l'exemple, mais il reste nécessaire de punir les contrevenants environnementaux par des taxes carbone aux frontières <sup>(3)</sup>.

La résilience ne sera pas garantie par la seule politique environnementale. Si les décideurs publics tolèrent des niveaux élevés d'inégalité sociale ou spatiale, cela attisera les feux difficilement contrôlables du populisme. Dans les réponses de l'Europe rurale à la consultation sur la vision à long terme, nous pouvons constater que les communautés rurales pilotent de nouveaux modèles de développement socio-économique communautaire qui favorisent l'inclusion sociale. Ces modèles

divers et souvent hybrides d'activités de partenariat adaptées à l'environnement offrent des prototypes pour un changement transformationnel plus large. Le REDR a recueilli de nombreux exemples de projets financés par les programmes de développement rural <sup>(4)</sup> qui sont à l'avant-garde du changement et peuvent inspirer d'autres initiatives <sup>(5)</sup>. Leur généralisation serait à l'avantage de tous, mais il convient de lever les obstacles à leur mise en œuvre. Ceux-ci varient d'un État membre à l'autre, allant de procédures administratives trop complexes à des fonds insuffisants.

L'Europe rurale est à l'aube de changements qui pourraient renforcer considérablement sa prospérité et sa résilience, car le monde se tourne vers les biomatériaux pour remplacer les matériaux à base d'hydrocarbures, vers des systèmes alimentaires plus locaux et vers les énergies renouvelables. L'Europe rurale possède presque tous les ingrédients nécessaires à la construction d'un avenir dynamique et plus résilient. Nous espérons disposer bientôt d'une vision européenne collective clairement définie des voies d'adaptation que nous devons suivre.



© Freepik

<sup>(3)</sup> Si les produits importés ont une teneur en carbone incorporé plus élevée que les produits européens, une taxe carbone aux frontières favoriserait une production plus propre.

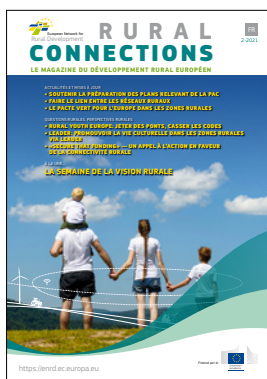
<sup>(4)</sup> [https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice_fr)

<sup>(5)</sup> Voir les projets présélectionnés pour les trois éditions des «Rural Inspiration Awards» du REDR (2019, 2020 et 2021) ([https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/\\_fr?f\[0\]=im\\_field\\_enrd\\_prj\\_keywords:20655](https://enrd.ec.europa.eu/projects-practice/_fr?f[0]=im_field_enrd_prj_keywords:20655)).

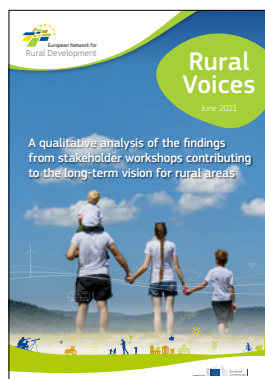
# PUBLICATIONS DU REDR SUR LA VISION

Rapport sur les points forts de la Semaine de la vision rurale du REDR

Rural Connections 2/2021



Rural Voices



# PUBLICATIONS DU REDR

Nos publications vous tiennent informé des dernières actualités, des points de vue et des évolutions du développement rural en Europe.

Chaque publication du REDR paraît deux fois par an et est disponible sur papier et sous forme électronique dans six langues de l'UE (allemand, anglais, espagnol, français, italien et polonais): [https://enrd.ec.europa.eu/publications/search\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/publications/search_fr)

## Revue rurale de l'UE

La principale publication thématique du REDR.

## Brochures de projets Feader

Une sélection de projets financés par le Feader sur un thème spécifique du développement rural.

## Rural Connections

Le magazine du REDR présentant les mises à jour des politiques et les points de vue des parties prenantes du développement rural en Europe.

## Lettre d'information du REDR

L'actualité mensuelle du développement rural en Europe au format électronique, directement dans votre boîte de réception.

Inscrivez-vous à la lettre d'information: [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/enrd-newsletter\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/enrd-newsletter_fr)

## COMMENT TROUVER DES INFORMATIONS SUR L'UNION EUROPÉENNE?

### En ligne

- Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le site internet Europa à l'adresse [https://europa.eu/european-union/index\\_fr](https://europa.eu/european-union/index_fr)

### Publications de l'Union européenne

- Vous pouvez télécharger ou commander des publications gratuites ou payantes à l'adresse <https://op.europa.eu/fr/web/general-publications/publications>
- Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre d'information local ([https://europa.eu/european-union/contact\\_fr](https://europa.eu/european-union/contact_fr)).

# Le REDR en ligne



Visitez le site web du REDR

 <https://enrd.ec.europa.eu>

Abonnez-vous à la lettre d'information du REDR

 [https://enrd.ec.europa.eu/news-events/enrd-newsletter\\_fr](https://enrd.ec.europa.eu/news-events/enrd-newsletter_fr)

Suivez le REDR sur les réseaux sociaux

 [www.facebook.com/ENRD\\_CCP](http://www.facebook.com/ENRD_CCP)

 [www.twitter.com/ENRD\\_CP](http://www.twitter.com/ENRD_CP)

 [www.linkedin.com/company/enrd-contact-point](http://www.linkedin.com/company/enrd-contact-point)

 [www.youtube.com/user/EURural](http://www.youtube.com/user/EURural)

 [www.instagram.com/enrdcp](http://www.instagram.com/enrdcp)

Point de contact REDR  
Rue de la Loi 38 (bte 4)  
1040 Bruxelles  
BELGIQUE  
Tél. +32 28013800  
[info@enrd.eu](mailto:info@enrd.eu)



Office des publications  
de l'Union européenne

<https://enrd.ec.europa.eu>



European Network for  
Rural Development